

LE BOLCHEVIK 4

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Trimestriel

N° 185 – Septembre 2008

0,80 €

Trotskyisme contre castrisme

Défense de la Révolution cubaine !

L'article suivant a été traduit de Workers Vanguard, journal de la Spartacist League/U.S., n° 915, 23 mai.

Depuis que le gouvernement de Fidel Castro a exproprié la classe capitaliste à Cuba en 1960, établissant un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, les capitalistes améri-

Pour la révolution politique ouvrière !

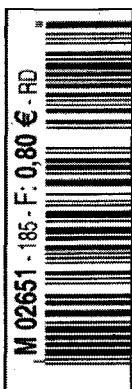
cains travaillent sans relâche au renversement de la Révolution cubaine et au rétablissement de la dictature de la bourgeoisie : cela va de l'invasion de Playa Girón (la Baie des Cochons) en 1961 aux tentatives répétées d'assassinat de Castro, ou du financement de terroristes contre-révolutionnaires à Miami à l'embargo économique toujours en cours. L'élimination du pouvoir de la classe capitaliste à Cuba a apporté d'énormes acquis à la classe ouvrière. L'économie centralisée et planifiée a garanti à chacun un travail, un logement décent, l'alimentation et l'instruction. Les Cubains bénéficient aujourd'hui de l'un des taux d'alphabétisation les plus élevés du monde. La révolution a particulièrement beaucoup apporté aux femmes : la domination de l'Eglise catholique a été brisée et l'avortement est un service de santé gratuit. Malgré les effets dévastateurs du blocus américain, le système de santé gratuit est encore de loin le meilleur parmi les pays économiquement sous-développés. La mortalité infantile y est inférieure à celle qui existe dans certaines



Célébration du Premier Mai 2008, place de la Révolution à La Havane

parties du « premier monde », et Cuba a plus de docteurs et d'enseignants par habitant que presque partout dans le monde.

En tant que trotskystes (c'est-à-dire marxistes authentiques), nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé cubain contre les attaques impérialistes et la contre-révolution capitaliste – comme nous défendons les autres Etats ouvriers déformés restants de Chine, Corée du Nord et Vietnam. Nous nous opposons à l'embargo économique des Etats-Unis, un acte de guerre clair et net, et nous exigeons le retrait immédiat des troupes US de la baie de Guantánamo. Nous soutenons entièrement le droit de Cuba d'avoir des relations commerciales et diplomatiques avec des Etats capitalistes. Cependant, nous constatons qu'une aile de l'impérialisme américain, représentée par des



Le « Che » de Besancenot : taillé sur mesure pour le NPA social-démocrate ... page 22

Corrections sur le Tibet

Dans l'article « Emeutes contre-révolutionnaires au Tibet » (*le Bolchévik* n° 183, mars 2008), nous écrivions : « L'ouverture récente de la ligne de chemin de fer Lhassa-Qinghai, qui relie le Tibet à la Chine, a amené un développement économique et une amélioration du niveau de vie ». Ceci laisse entendre que le Tibet ne fait pas partie de la Chine ; nous aurions dû écrire « qui relie le Tibet au reste de la Chine ». Dans ce même article, nous écrivions par ailleurs :

« Pendant la mal nommée "grande révolution culturelle prolétarienne" qui avait commencé au milieu des années 1960, dans laquelle Mao mobilisa des millions de jeunes étudiants pour renforcer sa propre position dans une lutte de factions intra-bureaucratiques, il soumit les Tibétains à un chauvinisme han exacerbé. La langue tibétaine et les costumes traditionnels furent proscrits. Une grande partie de ce qui avait constitué le noyau de la culture tibétaine fut simplement brisé et détruit, avec toutefois l'effet secondaire bénéfique de mettre les moines au travail. »

Ce passage apporte de l'eau au moulin des déformations colportées par le camp du dalai-lama et des impérialistes, qui voudraient faire croire que pendant la Révolution culturelle, Mao avait mobilisé les jeunes étudiants hans pour « briser et détruire » une grande partie de ce qui avait constitué le noyau de la culture tibétaine. Mais ce sont principalement des jeunes Tibétains qui ont détruit de nombreux palais et reliques bouddhistes. Wang Lixiong, dans son très intéressant article « Réflexions sur le Tibet » (*New Left Review*, mars-avril 2002), écrivait ainsi :

« La vérité est qu'à cause du mauvais état des transports et des immenses distances en jeu, seul un nombre limité de Gardes rouges hans sont effectivement arrivés jusqu'au Tibet. Même si certains d'entre eux ont participé à la destruction des temples, leur action a pu être tout au plus symbolique. Des centaines de sanctuaires étaient disséminés dans

les villages, les pâturages et sur des montagnes escarpées : personne n'aurait été capable de les détruire sans la participation de la population locale. En outre, la plus grande partie des Gardes rouges qui sont arrivés jusqu'à la RAT [Région autonome du Tibet] étaient des étudiants tibétains, qui revenaient d'universités situées dans d'autres régions [...].

« Ces actes sont à l'évidence la preuve qu'une fois qu'ils ont pris conscience qu'ils pouvaient déterminer leur propre destin, les paysans tibétains, dans un geste incontestablement libérateur, ont écarté le spectre de l'au-delà qui avait plané si longtemps au-dessus d'eux, et ont affirmé avec force qu'ils préféreraient être des hommes ici-bas que des âmes dans une autre vie. »

La Révolution culturelle a provoqué des dommages humains et économiques considérables au Tibet, comme partout ailleurs en République populaire de Chine. Elle était en fait anti-culture, y compris contre la culture chinoise han ou la musique et l'art occidentaux. En même temps, il y avait en effet du chauvinisme han. La langue tibétaine et les costumes traditionnels – comme c'était le cas pour toutes les nationalités minoritaires – ont été attaqués pendant la Révolution culturelle.

Enfin, nous écrivions qu'avant la victoire des forces chinoises en 1959, le Tibet « était gouverné par une "lamacratie" esclavagiste ». C'est vrai, mais cela peut laisser entendre que l'esclavage était alors au Tibet le mode de production dominant. Les formes dominantes de travail forcé des paysans au Tibet (par exemple l'*ulag*) étaient de nature féodale. Les paysans n'étaient pas la propriété de leurs maîtres, mais devaient effectuer régulièrement des corvées non rémunérées pour les propriétaires fonciers/la lamacratie. Certains individus étaient des esclaves, mais ce n'était pas la base de l'économie.

– adaptée de *Workers Vanguard* n°917, 4 juillet

gens comme le politicien démocrate Barack Obama, envisage d'alléger l'embargo commercial et l'isolement diplomatique de Cuba, car elle considère que ce serait un moyen plus efficace de renverser l'Etat ouvrier déformé cubain. C'est depuis longtemps la politique des capitalistes d'Europe de l'Ouest et du Canada. Notre défense de la Révolution cubaine se base sur notre internationalisme prolétarien qui inclut, centralement, la lutte pour la révolution socialiste aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes avancés.

Le régime cubain dirigé par Fidel Castro, et maintenant supervisé par son frère Raúl, est fondamentalement nationa-

liste : il suit le dogme stalinien de la construction du « socialisme dans un seul pays » et nie donc la nécessité de la révolution prolétarienne au niveau international, non seulement ailleurs en Amérique latine mais particulièrement dans les pays capitalistes avancés, Etats-Unis compris. Comme nous l'expliquerons ci-dessous, le régime cubain s'est opposé à plusieurs reprises, comme ce fut le cas au Chili et au Nicaragua, à la nécessité de renverser les formes de propriété capitalistes.

Le régime cubain est en essence similaire à celui qui est apparu en Union soviétique après l'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie stalinienne au cours d'une contre-révolution politique qui commença en 1924 et se consolida au cours des années qui suivirent. Après la Révolution cubaine, la Revolutionary Tendency (RT – Tendance révolutionnaire) au sein du Socialist Workers Party (SWP) américain a lutté pour cette analyse programmatique contre la majorité du SWP. Celle-ci avait embrassé, sans les critiquer, des forces de classe non prolétariennes telles que les guérillas petites-bourgeoises dirigées par Castro et Che Guevara. La RT et la Spartacist League qui lui a succédé ont été les seules à soutenir que Cuba était devenu un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé au cours de l'été et de l'automne 1960. Pour progresser vers le socialisme, il fallait une révolution supplémentaire, une **révolution politique prolétarienne** pour balayer la bureaucratie de Castro, mettre en place des organes

Suite page 14

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0708 I 83528. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan
 Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.



Le Bolchévik

Cortège lutte de classe du Comité de défense sociale dans le rassemblement pour Mumia du 19 avril à Paris.

La lutte pour la libération de Mumia et la campagne anticommuniste pour le « Tibet libre »

Nous reproduisons ci-dessous une lettre reçue par le Comité de défense sociale ainsi que la réponse de celui-ci.

* * *

Le 14 juin 2008



Comité de Défense sociale

Paris, le 30 août 2008

Chers camarades,

Je ne pourrai malheureusement pas être présent le 21 juin pour des raisons professionnelles.

Je tenais aussi à vous faire savoir, fraternellement mais critiquement, que j'ai assez peu apprécié vos banderoles sur le Tibet lors du rassemblement de Front Unique sur Mumia auquel j'ai participé sur la place de l'Hôtel de Ville en avril dernier.

Je connais bien entendu les positions de la LCI sur la Chine et le Tibet et, bien que ne les partageant pas, je trouve qu'elles méritent réflexion et discussion (j'observe d'ailleurs au passage que même des représentants de la gauche institutionnelle, comme Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre de Jospin, défend contre son propre parti le PS, des positions qui ne sont pas très éloignées des vôtres à ce propos).

Je tiens donc à vous faire savoir que je considère que dans le cadre de cette manifestation unitaire impulsée à ma connaissance non par la LCI mais par le CDDS, ces banderoles étaient diviseuses et n'avaient pas leur place.

Salutations militantes,
F. L.

P.S. Bien entendu la remarque ci-dessus n'implique de ma part aucun retrait de mon accord total et de mon action à vos côtés pour la défense de la cause de la libération de Mumia.

Cher camarade,

Merci pour ton courrier électronique du 14 juin, même si nous regrettons que tu n'aies pas pu assister le 21 juin aux journées d'études de la LTF où le CDDS a fait une présentation sur le cas de Mumia.

En réponse à tes remarques concernant la manifestation pour Mumia du 19 avril à Paris, commençons par le fait qu'elle n'était pas impulsée par le Comité de défense sociale, comme tu l'écris, mais par le Collectif Unitaire National « Ensemble, sauvons Mumia ». Ce collectif dans lequel le PCF a un poids prépondérant est composé de divers groupes réformistes et associations des droits de l'homme.

De plus le rassemblement du 19 avril n'était pas un front unique. Dans la tradition de l'Internationale communiste (Comintern) de Lénine et Trotsky, un front unique signifie une action commune de diverses organisations au cours de laquelle chacune maintient sa propre indépendance politique mais se met d'accord avec les autres pour lutter ensemble en faveur de certaines revendications. Le Comintern avait mis en place cette tactique en 1921 pour lutter pour l'hégémonie politique notamment en Allemagne où la grande masse des ouvriers suivaient encore les sociaux-démocrates du SPD. Le front unique présuppose la pleine liberté pour chacune des organisations d'exprimer ses propres vues, sans quoi le

« front unique » ne serait qu'un simple ralliement des communistes au plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire à un programme réformiste de gestion du capitalisme. Comme l'écrivait Trotsky en décembre 1921 dans un article de la *Pravda* (reproduit dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 37 du premier trimestre de cette année, une revue qui t'est sans nul doute familière) :

« Nous avons rompu avec les réformistes et les centristes pour avoir la liberté de critiquer les trahisons, l'indécision de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier. Tout accord [de front unique] qui limiterait notre liberté de critique et d'agitation serait donc inacceptable pour nous. Nous participons au front unique, mais ne pouvons en aucun cas nous y dissoudre. Nous y opérons comme une division indépendante. »

Evidemment les sociaux-démocrates et autres réformistes cherchent à tout prix à réduire au silence les communistes, y compris par la censure et la violence. Ils n'acceptent généralement de faire des actions ensemble avec les communistes que lorsqu'ils sont soumis à une grande pression de leur propre base qui, face à un danger immédiat, réclame des actions les plus larges possibles pour se défendre ou pour défendre des victimes de la guerre de classe contre la répression capitaliste.

Un tel sentiment n'est aujourd'hui guère répandu dans la classe ouvrière vis-à-vis de Mumia, en partie du fait justement de la politique réformiste de désinformation de *l'Humanité*, de *Lutte Ouvrière* et autres journaux de gauche, qui ont mensongèrement donné à penser que Mumia pouvait bientôt être tiré d'affaire, alors qu'en réalité ses possibilités de recours judiciaire ne font que s'amenuiser et qu'il fait face à l'alternative entre une peine de prison à vie incompressible et un nouvel ordre d'exécution. L'horreur de la prison à vie est illustrée par le cas d'Abdelhamid Hakkar (voir *l'Humanité*, 24 juillet), emprisonné par l'Etat français depuis 1984 soi-disant pour le meurtre d'un policier qu'il nie avoir commis. Hakkar a signé en 2006 un texte avec neuf autres détenus réclamant le rétablissement de la peine de mort, qu'ils préféraient à la « perpétuité réelle » qui les faisait « crever à petit feu ». Nous exigeons la libération immédiate d'Abdelhamid Hakkar !

Comme nous le détaillons dans notre « Lettre ouverte à tous ceux qui luttent pour la libération de Mumia » (reproduite dans *le Bolchévik* n° 184), que nous joignons à cette lettre,

Suite page 25

Libérez Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste !

Mumia Abu-Jamal, ancien Black Panther, partisan de MOVE, journaliste connu sous le nom de la « voix des sans-voix », a été victime d'une machination policière et judiciaire ; accusé du meurtre de l'agent de police Daniel Faulkner, il a été condamné à mort en 1982 explicitement sur la base de ses opinions politiques. Le troisième circuit de la cour d'appel fédérale a confirmé cette année la condamnation truquée de Mumia, qui est innocent ; l'alternative pour lui maintenant, c'est soit la peine de mort, soit la mort lente de la prison à vie.

Il faut de l'argent pour payer la défense ! Envoyez vos chèques libellés « MRAP solidarité Mumia » au MRAP, 43 boulevard Magenta, 75010 Paris.

Les dons au Comité de défense sociale (CDDS) portant la mention spéciale 'Mumia', ainsi que les collectes pour la défense légale de Mumia faites lors de meetings du CDDS ou de la LTF, font l'objet d'un reçu et sont ensuite entièrement transférés à « MRAP solidarité Mumia ».

Organisez des protestations ! Faites adopter des motions dans votre syndicat, sur votre fac ou dans votre association. Faites que votre syndicat ou votre organisation envoie un don et prenne part aux rassemblements et protestations pour Mumia. Faites connaître son cas dans le journal de votre syndicat ou de votre association.

Il faut avoir les faits ! La brochure du CDDS sur Mumia, *la Lutte pour libérer Mumia Abu-Jamal – Mumia est innocent !* (1 euro) décrit la base politique de la vendetta de l'Etat contre Mumia ; elle fournit des détails supplémentaires sur les preuves qui font voler en éclats la machination dont est victime depuis des dizaines d'années ce combattant pour la liberté des Noirs. L'autre brochure du CDDS, *Mensonges au service d'un lynchage légal* (disponible en français, anglais et allemand pour 50 cents l'exemplaire, 10 euros les 30), réfute en détail le livre *Murdered by Mumia* du journaliste de droite Michael Smerconish et de Maureen Faulkner. Ce pamphlet mensonger sert de cri de ralliement non seulement pour l'exécution de Mumia mais aussi pour la peine de mort elle-même. Ces deux brochures du CDDS donnent des munitions politiques aux militants pour lutter pour la libération de Mumia.

Demandez le badge « Free Mumia Abu-Jamal ! Abolish the Racist Death Penalty ! » (1 euro pièce), la **vidéo en anglais** « Du couloir de la mort, ici Mumia Abu-Jamal » contenant aussi les aveux d'Arnold Beverly (10 euros le DVD, 15 euros la cassette VHS). **Tracts de 4 pages** « Mumia est innocent : Libérez Mumia Abu-Jamal ! » : 2 euros les 25 exemplaires.

Commandes par chèque à l'ordre du Comité de défense sociale

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

Pour tout contact : CDDS, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris

Tél. : 01 42 08 01 49 – e-mail : cdds-france@hotmail.fr – Internet : www.partisandefense.org



COC Production

Mai 68 : une situation pré-révolutionnaire trahie par le PCF



Gérard Lecompte

Occupation de Titane au Havre. La grève générale ouvrière posait la question du pouvoir.

Nous publions ci-dessous la première partie d'une présentation, revue pour publication, de Xavier Brunoy, membre du comité central de la LTF, lors de la journée d'études de la LTF du 21 juin à Paris. La deuxième partie sera publiée dans le prochain numéro du Bolchévik.

* * *

En 1998, pour le trentième anniversaire de Mai 68, sous les effets de la campagne sur la « mort du communisme » qui a suivi la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992, la classe ouvrière avait disparu de tous les commentaires, articles, livres, documentaires, reportages, etc. Mai-Juin 68 était devenu simplement une grande lutte des étudiants pour la liberté des mœurs, et d'autres acquis sociaux avec elle. Nous écrivions dans *le Bolchévik* n° 147 (automne 1998) :

« les journaux bourgeois ont présenté Mai 68 comme une espèce de révolution bourgeoise, marquée par la libéralisation des mœurs. Une telle propagande a un triple objectif : conjurer le spectre de la révolution sociale ; proclamer que le capitalisme est continuellement capable de se « renouveler », se « démocratiser » ; et porter un regard « indulgent » sur l'« agitation » révolutionnaire maintenant définitivement révolue. »

En 2008, pour le quarantième anniversaire de Mai 68, les effets de la campagne sur la « mort du communisme » se prolongent. La classe ouvrière est présente à nouveau dans les livres, colloques et autres articles, mais elle est présentée comme étant devenue inoffensive, inféodée au système capitaliste et très affaiblie par les délocalisations effectuées dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Les ouvrages

universitaires parus récemment, comme celui de Xavier Vigna ou les volumineuses collections d'articles édités par Damamme et Pudal ou par Artières et Zancarini-Fournel, pour intéressants qu'ils soient, replacent Mai-Juin 68 dans une période plus longue plus ou moins entre 1962 et 1979 ou 1981, ce qui a pour effet de gommer la singularité absolue de Mai 68.

Nous voulons réaffirmer que Mai-Juin 68 était une situation pré-révolutionnaire dont la classe ouvrière était le moteur central. Avec sa puissance, la classe ouvrière a paralysé le pays et fait trembler la bourgeoisie. Ce qui manquait à la classe ouvrière, c'est un parti révolutionnaire, capable d'arracher les ouvriers à leurs dirigeants traitres, essentiellement du PC qui dirigeait la CGT, et capable d'élever suffisamment le niveau de conscience de la classe ouvrière pour qu'elle puisse comprendre son rôle historique pour le ren-

versement du capitalisme. La bourgeoisie française a pu finalement se tirer d'affaire relativement facilement du fait de la trahison de la classe ouvrière par le PC. Mai 68 est la dernière situation pré-révolutionnaire en date dans ce pays. Mais il y en aura d'autres ; pour nous qui nous consacrons à préparer notre intervention dans une telle situation afin d'en faire une révolution ouvrière, il est vital d'en revoir les leçons, et c'est l'objet de cette présentation.

Le monde après la Deuxième Guerre mondiale

Pour comprendre comment une explosion sociale d'une telle importance a pu avoir lieu et ce qu'un parti révolutionnaire aurait fait dans cette situation, il est nécessaire de comprendre les différences énormes entre le monde de l'après-Deuxième Guerre mondiale et des années 1960, et le monde d'aujourd'hui. Ces différences sont fondamentalement dues à la contre-révolution en URSS en 1991-1992 et à la campagne sur la soi-disant mort du communisme (à savoir qu'il ne peut y avoir aucune alternative au capitalisme) que les bourgeoisies mènent, avec l'appui de tous les réformistes de par le monde, y compris ceux qui, il n'y a pas si longtemps, et en tout cas en Mai 68, se prétendaient révolutionnaires.

La bureaucratie stalinienne en URSS, à partir du moment où elle avait usurpé le pouvoir politique dans une contre-révolution qui avait commencé en 1924, avait répudié le programme lui-même de l'internationalisme prolétarien qui avait

conduit à la victoire de la Révolution bolchévique et que continuait à défendre l'Opposition de gauche de Trotsky. La bureaucratie inventa la « théorie » anti-marxiste du « socialisme dans un seul pays », recherchant une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme au nom de laquelle elle trahit les ouvriers et les paysans qui luttèrent dans le monde contre les impérialistes.

Mais la victoire de Staline représentait une contre-révolution politique et non sociale. Les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre n'avaient pas été détruites et elles restaient des acquis pour les travailleurs du monde. Les trotskystes, tout en menant une lutte incessante contre la bureaucratie stalinienne et tout en cherchant à la chasser par une révolution politique prolétarienne, se sont battus inlassablement pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en sachant qu'en fin de compte ce qui serait déterminant c'était d'étendre la dictature du prolétariat aux centres impérialistes par des révolutions ouvrières dans ces pays.

La période de l'après-Deuxième Guerre mondiale a été marquée par l'émergence d'Etats ouvriers bureaucratiquement déformés dans la plupart des zones d'Europe de l'Est sous occupation soviétique et (comme conséquence de guérillas paysannes dirigées par des staliniens) en Yougoslavie, en Chine, en Corée du Nord et au Nord-Vietnam. Des luttes pour l'indépendance éclataient dans une grande partie du monde colonial. En janvier 1959, Fidel Castro et sa guérilla paysanne petite-bourgeoise, le Mouvement du 26 juillet, renversait la dictature de Batista, soutenue par les Etats-Unis. Devant l'hostilité croissante de l'impérialisme US, le gouvernement Castro fit alliance avec l'Union soviétique et, à partir d'août 1960, nationalisa de larges secteurs de l'économie cubaine, chassa la bourgeoisie et créa un Etat ouvrier déformé. Ce petit pays, à 150 kilomètres des côtes de Floride, a réussi à défier le colosse yankee et à accomplir une transformation sociale qui a été une source d'inspiration pour toute une génération de jeunes radicalisés dans le monde entier.

La Quatrième Internationale, fondée sous la direction de



Henissart

Manifestation en Algérie pour l'indépendance, en 1960. Parmi les grévistes de 1968 il y a de nombreux ouvriers algériens, et aussi des jeunes travailleurs français qui avaient été conscrits pendant la guerre d'Algérie. Celle-ci a marqué les militants de gauche de toute cette époque.

Léon Trotsky en 1938, avait été profondément désorientée par ces renversements du capitalisme sous la direction de forces staliniennes. Michel Pablo, alors dirigeant de la Quatrième Internationale, réagit de façon impressionniste au déclenchement de la guerre froide en 1947-1948 et à l'expansion du stalinisme ; il abandonna la lutte pour construire des partis trotskystes ayant pour but de se mettre à la tête du prolétariat dans la lutte internationale pour la révolution socialiste (voir « Genèse du pablisme », *Spartacist* édition française n° 3-4, octobre 1974). Pablo abandonna le programme de révolution politique pour chasser les bureaucraties staliniennes en URSS et en Europe de l'Est, en soutenant qu'un processus d'« auto-réforme » finirait par éliminer les déformations bureaucratiques dans ces Etats. Affirmant que « le rapport des forces » international devenait défavorable à l'impérialisme, il dé-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

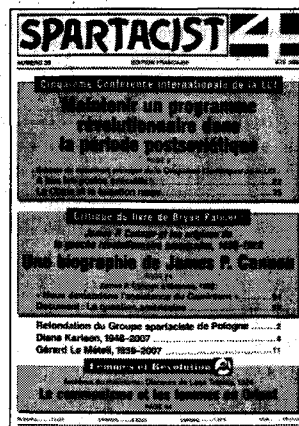
Ville _____ Pays _____

185

Chèques à l'ordre de la SEDI
Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

VIENT DE PARAITRE



Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Il est publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol. *Spartacist* édition française est envoyé à tous les abonnés au *Bolchévique*.

Spartacist édition française
n° 38 (64 pages)
1,50 € / 2 \$Cdn

clarait que « le processus objectif demeure en dernière analyse le seul facteur déterminant, surpassant tous les obstacles de nature subjective ». Pablo concluait que les partis stalinien et d'autres partis réformistes pouvaient adopter une perspective approximativement révolutionnaire, et que la tâche des trotskystes était d'entrer dans ces partis et de les pousser dans une direction révolutionnaire. La perspective d'« entrisme profond » de Pablo devait conduire à la destruction de la Quatrième Internationale en 1951-1953.

En 1960, en Belgique, le principal lieutenant de Pablo, Ernest Mandel, était devenu l'éminence grise d'un important bureaucrate syndical qui avait une posture de gauche, André Renard ; celui-ci allait trahir la grève générale qui secoua en 1960-1961 un capitalisme belge qui venait de perdre le Congo, sa principale colonie. Pablo lui-même devait ensuite devenir conseiller du gouvernement nationaliste bourgeois du Front de libération nationale (FLN) en Algérie après que ce pays avait arraché son indépendance à la France, en 1962. A ce titre, Pablo participa à la rédaction des décrets sur « l'autogestion » qui intégraient le mouvement ouvrier algérien à l'appareil d'Etat bourgeois, de façon à désamorcer les occupations de masse d'usines et de domaines agricoles qui s'étaient multipliées dans l'Algérie nouvellement indépendante.

La destruction de la Quatrième Internationale par Pablo pava la voie à l'intervention des JCR/PCI (les ancêtres du parti de Besancenot/Krivine) en Mai 68 ; au lieu de se tourner vers la classe ouvrière comme force motrice de la révolution socialiste ils se sont focalisés sur le mouvement étudiant, présenté comme la « nouvelle avant-garde », et dans une moindre mesure ils ont cherché à faire pression sur la bureaucratie du PC/CGT. La destruction de la Quatrième Internationale signifiait qu'il n'y avait pas en France d'organisation révolutionnaire capable d'intervenir dans les événements de Mai 68. Nos camarades aux Etats-Unis avaient été exclus tout juste cinq ans auparavant du SWP américain, qui avait été jusqu'alors le parti trotskyste historique de James P. Cannon (voir à ce sujet l'article sur Cuba en première page de ce numéro), qui avait combattu le révisionnisme pabliste, bien que tardivement et principalement sur son terrain national américain. Nous cherchions à briser notre isolement et avions à l'époque engagé des discussions notamment avec Voix ouvrière en France, sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure.

L'explosion sociale en France de Mai 68 n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein. L'impact de la guerre d'Algérie a été très important car une couche d'étudiants et d'ouvriers est apparue sur la scène, souvent en rupture avec le Parti communiste qui avait refusé l'indépendance de l'Algérie jusqu'à très tard, c'est-à-dire jusqu'à ce que de Gaulle et la bourgeoisie française, comprenant qu'ils avaient perdu cette guerre, soient obligés de reconnaître l'indépendance.

Quand on regarde les « unes » des quotidiens d'avril ou mai 1968, on peut voir qu'elles sont aussi consacrées à la guerre du Vietnam. Juste après l'offensive victorieuse du Têt lancée par le FNL vietnamien, les négociations entre l'impérialisme américain et le FNL commencent à Paris ; il faut rappeler qu'après Dien Biên Phu, le PC vietnamien et Ho Chi Minh ont accepté, apparemment sous la pression conjointe de Moscou et Pékin, de livrer la moitié du Vietnam aux impérialistes, sur la base des théories stalinienne de coexistence pacifique, coexistence que les impérialistes n'ont bien évidemment pas respectée. Le Vietnam était un des principaux fronts de la lutte contre le communisme pour les impérialistes



sans crédit

Août 1968 : Répression soviétique du « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie, qui aurait pu déboucher sur un début de révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne. Les trotskystes, sans cesser de défendre inconditionnellement les Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, se sont opposés à la répression du printemps de Prague.

américains, un front qui va prendre de l'ampleur en 1965, avec les bombardements massifs au napalm par exemple. Cela provoque beaucoup d'agitation dans le monde, et en France.

Il y a de nombreuses mobilisations en faveur du peuple vietnamien organisées par le PC, les pseudo-trotskystes, les maoïstes. Il est intéressant de noter que les pablistes du PCI et de la JCR à l'époque donnaient un soutien politique au PC vietnamien (en défilant aux cris de Ho Chi Minh par exemple). Quant à la direction du PCF, elle détournait le soutien internationaliste des ouvriers français derrière la politique de De Gaulle. En revendiquant la « Paix au Vietnam » ils faisaient en effet écho à de Gaulle. Celui-ci manœuvrait à ce moment pour préserver l'influence de l'impérialisme français dans l'ancien monde colonial. Lors de son discours de Phnom Penh en septembre 1966, il avait ainsi dénoncé « l'appareil guerrier américain » et s'était prononcé pour un accord ayant « pour objet d'établir et de garantir la neutralité des peuples de l'Indochine et leur droit de disposer d'eux-mêmes tels qu'ils sont effectivement, en laissant à chacun d'eux la responsabilité entière de ses affaires ». La bureaucratie soviétique voyait en de Gaulle à l'époque un allié favorable à la coexistence pacifique (pendant que la bureaucratie chinoise voyait en lui un anti-impérialiste !) et le préférait aux sociaux-démocrates français pro-atlantistes.

Début 1968, c'est aussi le « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie. La bureaucratie stalinienne se fissure dans ce pays, et l'aile « réformatrice » de la bureaucratie dirigée par Alexander Dubček promet à la population, qui cherche à en finir avec le carcan bureaucratique, un « socialisme à visage humain ». C'est une situation qui pouvait ouvrir la voie à une révolution politique. C'est précisément parce que la voie à la révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie parasitaire et mettre en place un Etat ouvrier sain pouvait s'ouvrir que la bureaucratie du Kremlin allait inter-

venir à Prague en août 1968, provoquant une nouvelle fissure dans les partis staliniens pro-Moscou avec un impact sur les classes ouvrières du monde entier.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, en partie sous l'influence de la guerre du Vietnam et de l'agitation interne qui secouait les Etats-Unis, notamment la lutte de libération des Noirs, une série de situations pré-révolutionnaires ou révolutionnaires se sont présentées en Europe – en France en mai 1968, en Italie en 1969, au Portugal en 1974-1975. Ces situations étaient les meilleures occasions de révolution prolétarienne qui se soient présentées dans les pays capitalistes avancés depuis la période qui a immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale, et elles ont démenti les théories anti-ouvrières, basées notamment sur les écrits de Herbert Marcuse, qui avaient été populaires dans la période précédant 1968. Ces théories affirmaient que la classe ouvrière s'était embourgeoisée, et qu'elle ne pouvait plus jouer le rôle historique de force motrice de la révolution.

Mais les partis communistes pro-Moscou et la social-démocratie ont réussi à sauver l'ordre bourgeois mis à mal dans ces pays. C'est là que le rôle contre-révolutionnaire des partis réformistes occidentaux, dont les partis staliniens, a démesurément contribué à la destruction ultérieure de l'Union soviétique. La restabilisation de l'ordre bourgeois dans les Etats impérialistes occidentaux au milieu des années 1970 a été rapidement suivie par l'offensive de la deuxième guerre froide dirigée par les impérialistes contre le bloc soviétique.

Certes le climat idéologique de la « mort du communisme » affecte aujourd'hui la conscience du prolétariat, mais dans beaucoup de pays du monde, des combats de classe acharnés constituent une base objective pour la régénération du marxisme en tant que théorie du socialisme scientifique et de la révolution prolétarienne. Ce n'est pas le communisme, mais sa parodie, le stalinisme, qui s'est montré sans issue.

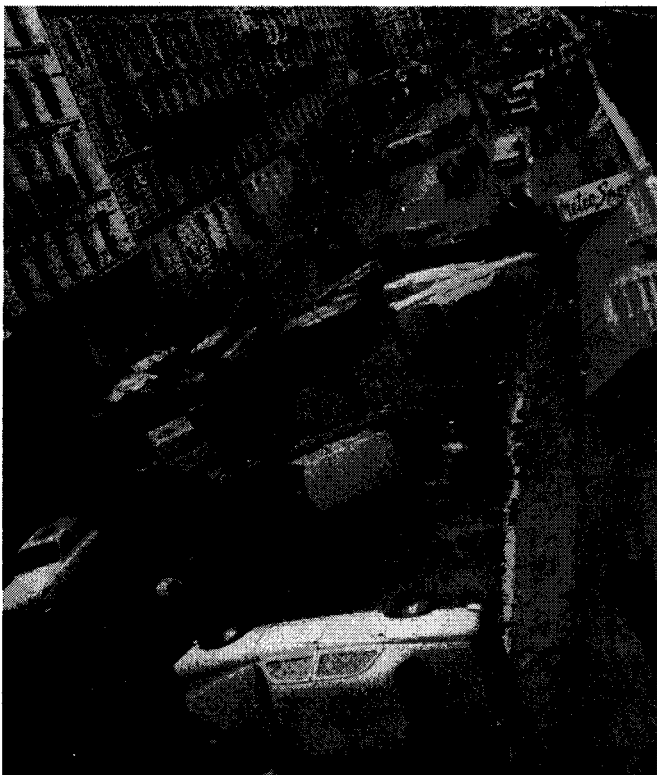
Mai 68 : « Une grosse grève » ou une situation pré-révolutionnaire ?

En France, après la grande grève des mineurs de 1963, l'année 1967 a vu beaucoup de luttes ouvrières annonciatrices de l'explosion de Mai-Juin 68. L'étincelle est venue des étudiants. Il y avait une véritable radicalisation dans ce milieu. L'agitation portait aussi bien sur des questions de société que sur des questions internationales comme la guerre du Vietnam. Face à l'agitation grandissante, début mai, dans les universités, en particulier parisiennes, le pouvoir gaulliste se lance dans la répression, qui va aller en empirant, jusqu'à la « nuit des barricades », le 10 mai, où les forces de police se déchaînent, envoyant plusieurs centaines d'étudiants à l'hôpital. En réponse les syndicats CFDT, CGT, FO, SNESup et les organisations étudiantes appellent à une grève générale le 13 mai, jour du dixième anniversaire du coup d'Etat militaire et de la prise du pouvoir par de Gaulle. Par centaines de milliers, les ouvriers, les jeunes, les employés défilent dans les rues de Paris avec des mots d'ordre comme « Bon anniversaire mon général » et « 10 ans ça suffit ». A la suite de cette grève générale d'un jour, la classe ouvrière va se jeter dans la bataille.

Commencée le 14 mai à l'usine Sud-Aviation de Nantes Bouguenais, puis le lendemain à l'usine de Renault Cléon, c'est tout Renault qui part en grève. A ce moment encore, Renault avait un rôle déterminant en France, le dicton étant « quand Renault éternue, la France s'enrhume », et le mouvement s'étend à toutes les grandes usines de la métallurgie puis se répand dans toutes les usines du pays et les transports publics (SNCF, RATP, etc.) Les autres secteurs sont rapidement impactés, les banques, les assurances, etc., la Poste, l'enseignement (écoles, lycées, facs), les grands magasins, etc.

Des secteurs rarement en grève comme ces milliers d'entreprises industrielles dans lesquelles il n'y a pas de syndicats (parce que les patrons les interdisent ou qu'elles sont trop petites) se retrouvent pour la première fois occupées par leurs ouvriers et ouvrières. Dès le 21 mai, c'est-à-dire en une semaine depuis la grève générale du 13 mai, il y a plusieurs millions de grévistes, le chiffre communément utilisé étant de dix millions de grévistes.

Cela signifie que le pays est complètement paralysé par la grève qui est générale. On parle toujours des usines emblématiques qui avaient une grosse influence au niveau politique (Renault Billancourt, Renault Cléon, Renault Flins, Citroën



AFP



AFP

La rue Gay-Lussac au Quartier latin, au lendemain de la « nuit des barricades » du 10 mai : la répression des flics a fait des centaines de blessés. C'était l'étincelle pour la grève générale.

Javel, Peugeot Sochaux, etc.), mais la grève était massive et totale parce que toutes les usines étaient arrêtées. Il faut comprendre que la France de 1968 est une France beaucoup plus industrialisée qu'aujourd'hui. La part des ouvriers dans la population active est de l'ordre de 37 %, en grosse partie dans l'industrie. La politique de décentralisation industrielle menée à la fin des années 1950 et au début des années 1960 a fait que le maillage industriel est important. L'industrie n'est plus concentrée dans la région parisienne, dans le Nord ou à Lyon, mais vous trouvez des usines avec plusieurs centaines voire plus d'un millier d'ouvriers ou d'ouvrières dans de toutes petites villes, voire des villages, en province.

Nous disons que c'était là une situation pré-révolutionnaire. Alors déjà, qu'est-ce qu'une situation révolutionnaire ? Lénine disait, dans *la Faillite de la II^e Internationale* (1915) :

« Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici : 1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du "sommet", crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que "la base ne veuille plus" vivre comme auparavant, mais il importe encore que "le sommet ne le puisse plus". 2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées. 3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes "pacifiques", mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble *que par le "sommet" lui-même*, vers une action historique indépendante. »

Sur le premier point, quelques exemples le montrent facilement :

– Edouard Balladur (qui était à l'époque un jeune conseiller du Premier ministre Pompidou) raconte que quand les ministres téléphonent aux préfets pour évacuer les usines, ces derniers répondent ... qu'ils ne peuvent pas.

– La CGT 76 (du département de la Seine-Maritime qui comprend Rouen et Le Havre) a publié une brochure sur Mai-Juin 68 dans le département qui fourmille de détails très intéressants. Ainsi, corroborant ce que Balladur raconte, elle publie le pouvoir que le sous-préfet de Dieppe donne à la CGT, *à la demande de celle-ci*, pour gérer la distribution d'essence.

– Quand le général de Boissieu (aide de camp de De Gaulle) essaie de joindre Massu en Allemagne, la standardiste lui explique qu'elle doit demander l'autorisation au comité de grève pour passer cet appel à l'étranger.

On mentionne généralement Nantes comme le seul exemple de ville gérée par un comité de grève. Mais les recherches publiées récemment, qui se sont penchées sur Mai-Juin 68 dans les villes de province, révèlent au grand jour que la gestion par des comités de grève de la vie quotidienne était le fait de millions d'ouvriers. Dans beaucoup de grandes agglomérations (en fait dans les villes ouvrières) on retrouve un comité de grève pour la ville ou l'agglomération qui prend en charge le ravitaillement, les gardes d'enfant, la distribution de l'essence ; par ailleurs, la CGT assure la distribution de l'électricité ou de l'eau, le ramassage des ordures, etc., toutes choses à la charge de l'Etat central en temps normal.

Ceci montre combien le pouvoir central vacille. « Le sommet n'en peut plus » apparemment, et la rapidité de l'extension de la grève, sans que les directions syndicales aient appelé à ce mouvement, montre aussi que « la base n'en peut plus ».

Mais Mai-Juin 68 ne s'est finalement pas transformé d'une situation pré-révolutionnaire en une situation révolutionnaire parce que l'action indépendante de la classe ouvrière ne s'est pas développée, essentiellement parce qu'il manquait un parti révolutionnaire capable d'arracher la classe ouvrière à ses directions, dont le PCF qui dirigeait la CGT. Les comités de grève existaient dans toutes les usines occupées. Ainsi, la brochure CGT 76 que j'ai mentionnée tout à l'heure reproduit une directive du bureau de l'Union locale CGT de Dieppe demandant à chaque usine occupée de « constituer, si ce n'est déjà fait, un Comité de grève avec les camarades responsables. » Ces comités n'étaient au mieux que des intersyndicales, ils n'étaient pas (ou très rarement) élus par les ouvriers et ne demandaient que rarement leur avis aux ouvriers. C'étaient des structures qui avaient un pouvoir très important, mais qui étaient entre les mains des bureaucrates syndicaux.

La préoccupation centrale du PCF : constituer un front populaire pour canaliser le mouvement et le ligoter

Ce qui commence à se poser avec une telle grève et ce qui se passe dans le pays, c'est la question du pouvoir. Le PC en est très conscient, et dès le début. Mais il est hors de question pour lui que la classe ouvrière chasse la bourgeoisie et prenne le pouvoir. Pour canaliser le mouvement et se protéger, le PC se bat pour qu'une alliance gouvernementale entre le PC et la FGDS (Fédération de la gauche démocrate et socialiste, un bloc des sociaux-démocrates de la SFIO - parti socialiste - avec divers petits partis bourgeois) se mette en place, ce que nous appelons un gouvernement de front populaire et que le PC appelait à cette époque-là un « Gouvernement populaire ».

Un gouvernement de front populaire est un gouvernement regroupant des partis ouvriers-bourgeois comme le PC ou la SFIO avec des partis bourgeois. En 1968 le Parti radical-socialiste et la Convention des institutions républicaines de Mitterrand sont dans la FGDS avec la SFIO - la FGDS est donc elle-même déjà une formation de front populaire. Cette alliance des partis ouvriers-bourgeois, c'est-à-dire des partis dont la direction et le programme sont procapitalistes alors

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

Rouen

Le Bolchévik

BP 240

76003 Rouen Cedex 1

Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : ltfparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138

e-mail : spartcan@on.aibn.com



Georges Azenstarck

que l'histoire et la base de ces partis sont liées à la classe ouvrière, permet à ces partis de masquer leurs contradictions et de se cacher derrière leurs alliés bourgeois pour trahir les aspirations des ouvriers. Ainsi, en 1936, quand le PC appelle à casser la grève (le fameux « il faut savoir terminer une grève » de Thorez), il le fait sous prétexte de ne pas effrayer ses alliés du Parti radical.

Le front populaire est depuis plus d'un siècle, sous une forme ou une autre (avec le PCF à partir de 1935), un instrument clé de la bourgeoisie pour essayer de coopter les luttes de classe et les luttes sociales dans ce pays ; il représente le principal obstacle à une mobilisation indépendante de la part de la classe ouvrière. Dès qu'il y a des luttes, les réformistes cherchent à canaliser le mécontentement vers une nouvelle alliance gouvernementale « de gauche » avec des forces bourgeoises, qui inévitablement poignardera les travailleurs, les pauvres et les minorités. Le front populaire n'est toutefois pas le seul mécanisme permettant de contenir la lutte de classe ouvrière ; pour préserver sa domination de classe, la bourgeoisie « démocratique » n'hésitera pas à recourir à des versions plus à droite de la démocratie parlementaire, au bonapartisme ou même au fascisme. Et c'est ce qu'on avait vu en France dix ans plus tôt, avec le coup d'Etat de De Gaulle en 1958, en pleine guerre d'Algérie, qui avait conduit à l'instauration d'un régime bonapartiste. En Mai 68 aussi, de Gaulle avait envisagé d'utiliser l'armée contre la grève générale, comme nous le verrons plus loin. Comme l'écrivait Trostsky :

« Par bonapartisme, nous entendons un régime où la classe économiquement dominante, apte aux méthodes démocratiques de gouvernement, se trouve contrainte, afin de sauvegarder ce qu'elle possède, de tolérer au-dessus d'elle le commandement incontrôlé d'un appareil militaire et policier, d'un « sauveur » couronné. Une semblable situation se crée dans les périodes où les contradictions de classes sont devenues particulièrement aiguës : le bonapartisme a pour but d'empêcher l'explosion. »

Empêcher l'explosion, c'est aussi le but du front populaire. C'est dès la fin de la guerre d'Algérie, bien avant que les événements de 1968 ne se développent, que le PCF et la direction de la CGT n'ont cessé d'essayer de construire une telle coalition bourgeoise avec la SFIO et les différents partis bourgeois anti-gaullistes existants. En 1965, le PC va jusqu'à ne pas présenter de candidat aux élections présidentielles (alors qu'il est hégémonique dans la « gauche »), pour soutenir directement le candidat Mitterrand, alors membre d'une organisation bourgeoise, la CIR.

En 1967, aux élections législatives, le PC, la SFIO, les



La « une » de *L'Humanité* du 29 mai. A gauche : rassemblement à Suresnes. Le « gouvernement populaire » de la CGT et du PCF était une alliance de collaboration de classes avec des partis bourgeois regroupés avec la SFIO dans la FGDS : une alliance bourgeoise pour gérer le capitalisme.

radicaux, la CIR, se présentent séparément et ils améliorent les résultats par rapport à 1965. Certains staliniens, ajoutant les autres députés bourgeois anti-gaullistes, en concluent que la gauche n'a été battue que d'une courte tête pour être majoritaire au Parlement ! Il faut signaler que le PC (qui a 73 députés, alors que tous les autres partis « de gauche » en ont 121) n'a que trois députés de moins que la SFIO, c'est dire sa puissance à l'époque, et combien le PC est incontournable.

Dès que le PC sent la pression monter au début des événements de Mai-Juin 68, il presse ses partenaires potentiels de construire cette alliance de front populaire. Le 10 mai, avant la nuit des barricades, la direction du PC rencontre la FGDS pour proposer une telle alliance sur la base d'un programme commun de gestion du capitalisme, leur « gouvernement populaire ». Sans résultat, il n'y a aucun accord. Le 19 mai, alors que le mouvement s'est déjà bien développé, la CGT et le PC sortent une déclaration expliquant que « la puissance du mouvement populaire appelle la conclusion urgente d'un accord des formations de gauche sur un programme commun de gouvernement d'un contenu social avancé, garantissant les droits des syndicats et la satisfaction des revendications essentielles des travailleurs ». Et il y aura encore de telles rencontres entre le PC et ses partenaires potentiels le 20 mai, le 22 mai, le 28 mai et même le 30 mai, toujours avec le même objectif.

La construction d'un « gouvernement populaire » devient un leitmotiv de la propagande du PC, y compris au niveau des entreprises, que ce soit le fait de Georges Ségué (le secrétaire général de la CGT) le 20 mai devant les 25 000 ouvriers de Renault Billancourt ou que ce soit le fait de simples militants dans les usines. Ainsi, la brochure CGT 76 publie le manuscrit d'une intervention d'un militant PC-CGT devant l'usine Alpine à Dieppe qui explique qu'il faut une « société démocratique sur la base d'un programme commun » passé « entre toutes les forces de gauche ». Et on peut multiplier les exemples.

Cette question de collaboration de classes et de front populaire était un point clé à soulever pour un parti révolutionnaire en mai-juin 1968. En Russie en 1917 le Parti bolchévique s'est opposé catégoriquement au gouvernement provisoire capitaliste, qui comprenait des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires (SR) avec dix ministres capitalistes. Les bolchéviks ont conquis la direction de la classe ouvrière en montrant aux ouvriers, influencés par les menchéviks et les SR à qui ces ouvriers avaient donné la direction des soviets, qu'il y

avait contradiction entre les prétentions au socialisme de leurs dirigeants et leur alliance avec des capitalistes. En mai 1968 au contraire la recherche permanente d'une alliance avec des partis bourgeois (la FGDS en premier) par les staliniens était la meilleure preuve que le PC ne voulait pas donner un but révolutionnaire à la grève, que les comités de grève ne devaient pas avoir un rôle de remise en marche de la société au profit des classes laborieuses, ce qui amènerait à un affrontement avec la bourgeoisie.

Au final, le PC a trahi la grève de mai-juin 1968 pour des miettes. Mais pendant tous les événements son objectif était que la grève de millions de grévistes débouche sur la démission de De Gaulle et son remplacement par un gouvernement bourgeois de front populaire. Etant donné leur puissance dans la classe ouvrière, il était inconcevable pour ses dirigeants que le PC et la CGT n'aient pas des places dans ce gouvernement correspondant à cette puissance. C'est-à-dire qu'ils ne voulaient pas un portefeuille ministériel symbolique dans un gouvernement pro-OTAN dirigé par les sociaux-démocrates, mais une présence significative. C'est l'anticommunisme virulent et pro-atlantiste de la SFIO et de certains de ces partis bourgeois qui a finalement empêché la conclusion d'un accord de ce type.

Pendant que le PC, qui se prétendait « révolutionnaire », mettait en avant son front-populisme et trahissait la grève générale, l'« extrême gauche » de l'époque flirtait déjà avec le front-populisme. Mais aujourd'hui nos opposants sont devenus des réformistes tellement éhontés qu'ils s'y vautrent maintenant sans aucune vergogne. Il y a ainsi le soutien récent de LO, du PC et de la LCR pour Ségolène Royal du PS lors des élections présidentielles, où elle se présentait avec les chevronnés et les radicaux de gauche bourgeois, ou encore, lors des élections municipales cette année, la participation directe de LO à des listes de front populaire (la LCR s'est plainte de l'ostracisme du PS au deuxième tour des élections, alors qu'elle demandait la fusion des listes).

Nous aurions refusé aussi de voter pour Royal aux présidentielles, ou pour les listes communes PS-PC-LO, même si elles s'étaient présentées sans partenaires bourgeois formels : un aspect dominant de leur programme était de chercher à faire concurrence à la droite sur le renforcement des mesures sécuritaires racistes, et, dans le cas de Royal, elle cherchait à en faire plus que Sarkozy en agitant le sabre contre l'Iran et la Chine. Il peut y avoir des occasions,



Petrograd, le 18 juin 1917 : manifestation de masse sous les mots d'ordre des bolchéviks « A bas les dix ministres capitalistes ! Tout le pouvoir aux soviets ! »

notamment dans un contexte de lutte de classes et de luttes sociales acharnées, où les réformistes se présentent seuls dans des élections bourgeoises, et dans ces conditions les communistes peuvent chercher à utiliser différentes tactiques pour exploiter et mettre à nu leurs contradictions devant leur base. Par exemple en 1980 nous avons un temps envisagé de donner un soutien critique au PCF à un moment où l'Union de la gauche était rompue, et où le PCF refusait de condamner ouvertement l'intervention soviétique en Afghanistan face à une campagne hystérique de guerre froide contre l'URSS. Mais avec un front populaire les sociaux démocrates indiquent clairement, en choisissant des partenaires bourgeois, qu'ils ont l'intention de gouverner avec les capitalistes contre les travailleurs. A ce moment-là il n'y a pas de contradiction à exploiter entre une plate-forme socialiste ici inexistante des directions réformistes, et leur véritable pratique procapitaliste.

L'opposition des trotskystes à de telles coalitions est implacable, et leur devoir est de mettre la classe ouvrière en garde contre le danger qu'elles représentent.

Grenelle et Charléty

Fin mai 1968, la paralysie du pays est telle que la bourgeoisie décide d'ouvrir rapidement des négociations, à Grenelle. Comme le dit Séguy dans une interview pour l'édition spéciale de *l'Humanité* de 2008 sur Mai 68, « Dans les dix premières minutes de la rencontre de Grenelle, nous avons réussi à faire augmenter le SMIC de 35 %, et de 55 % le salaire minimum des ouvriers agricoles. » Séguy confirme ce que Trotsky dit dans *Encore une fois, où va la France ?* (mars 1935) : « La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers *quelque chose* que s'ils sont menacés du danger de perdre *tout*. » Malgré des concessions que Séguy juge de façon très abusive « énormes », la CGT ne signe pas le constat de négociations et appelle à poursuivre la grève. Pour plusieurs raisons.

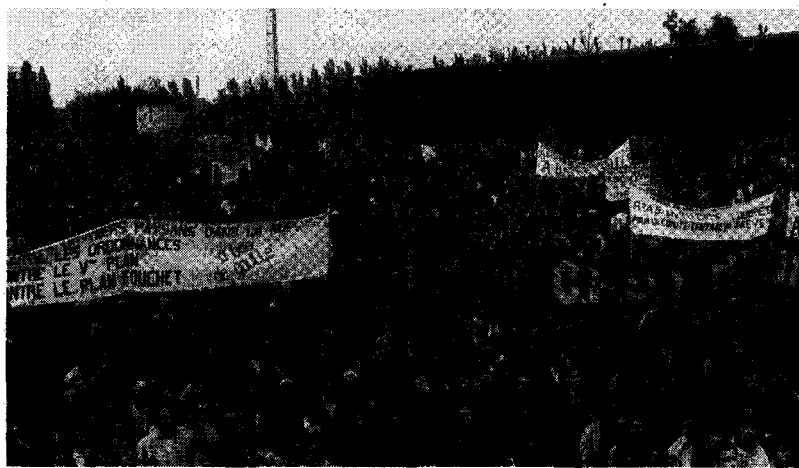
Le PC était parfaitement au courant que la classe ouvrière n'était pas prête à reprendre le travail aussi facilement et pour si peu, car le PC et la CGT sont présents dans la plupart des usines occupées. Un détail pour montrer combien les staliniens connaissent leur boulot : dès le premier jour de l'occupation de Billancourt, le PC a envoyé un membre du bureau politique (Claude Poperen) s'installer dans l'usine, pour sentir en permanence le pouls de la classe ouvrière de la première usine de France. Et le PC et la CGT ont beaucoup d'expérience – Benoît Frachon, qui est négociateur à Grenelle, était déjà négociateur à Matignon en 1936. Ils savent comment « terminer une grève », comme ils l'ont fait en 1936. Sans une perspective d'un nouveau gouvernement de front populaire pour chercher à canaliser la combativité ouvrière et ses espoirs de changement, le PC paierait très cher un appel à la reprise en échange de concessions aussi minimales.

Une autre raison pour refuser de signer le protocole d'accord ce sont les manœuvres front-populistes qui se développent rapidement contre le PCF au sein du reste de la gauche ; le PC cherchait à utiliser les négociations comme moyen de pression pour bien faire comprendre à ses partenaires putatifs qu'il serait incontournable pour trouver une « solution » à la grève dans l'intérêt de la bourgeoisie.

L'intervention TV de De Gaulle le 24 mai a fait un gros flop : il appelait à un référendum sur une question secon-

daire, autrement dit il tentait un nouveau plébiscite bonapartiste comme auparavant ; et ça a fait flop, parce que tout le monde comprenait que ce référendum serait boycotté et/ou conduirait au départ de De Gaulle. La question du pouvoir commence à se poser de plus en plus clairement. Le préfet de Paris de l'époque, Grimaud, raconte dans son livre que certains, dans l'entourage de De Gaulle, soulèvent la question de son remplacement. La bourgeoisie et les politiciens voient le pouvoir vaciller, cherchent des réponses parlementaires et institutionnelles, et accélèrent les manœuvres. Pendant les négociations de Grenelle, qui se déroulent du 25 au 27 mai au matin, la gauche non communiste (SFIO, CFDT, PSU, UNEF, Radicaux, etc.) avec le soutien enthousiaste des pseudo-révolutionnaires (pablistes, VO et lambertistes), vont organiser le rassemblement de Charléty auquel le PC n'est pas convié. Il y aura dans ce rassemblement, qui se tient le 27 mai, des dizaines de milliers de personnes. Pierre Mendès France n'y prend pas la parole, mais sa présence est notable et notée, une partie de la foule scandant son nom à son apparition. (Mendès France était un politicien bourgeois du Parti radical, devenu dirigeant du Parti socialiste unifié, un parti social-démocrate de gauche ; Mendès France était populaire en 1968 à cause de sa réputation d'opposant à la guerre d'Algérie.) Dans la foulée, le 28 mai au matin, Mitterrand fait une conférence de presse, dans laquelle il se présente comme candidat à la présidence – qu'il considère « vacante » –, tout en ouvrant la porte à Mendès France pour le poste de Premier ministre.

La manœuvre de Charléty rend furieux le PCF et la CGT, car ils comprennent bien ce qui se trame, la volonté des sociaux-démocrates anticommunistes et pro-américains d'avoir leur propre solution front-populiste sans eux. Le PC n'a aucune volonté d'être le dindon de la farce. Pour bien faire comprendre qu'ils sont incontournables, PC et CGT appellent à des manifestations de la classe ouvrière pour le 29 mai. Politiquement, les bureaucrates du PC et de la CGT tiennent leur base qui acceptait à ce moment leur perspective d'un « gouvernement populaire » (encore qu'ils avaient probablement une interprétation différente de ce que cela voulait dire, notamment du fait que la CGT s'était engagée à y prendre part). La première page de *l'Humanité* du 29, pour les manifestations, titre « L'exigence des travailleurs : Gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste ! », ce qui a le mérite d'être clair.



Meeting au stade Charléty à Paris le 27 mai, une manœuvre des sociaux-démocrates pour un front populaire sans le PCF. Mendès France (à droite) ne prend pas la parole, mais il est acclamé par une partie de la foule.

Les manifestations du 29 mai seront parmi les plus grosses manifestations de Mai-Juin 68. Elles ont donc un double objectif : essayer de faire vaciller un peu plus le pouvoir gaulliste (pour que de Gaulle démissionne) et convaincre la gauche que sa réponse ne peut être que parlementaire mais pas sans le PCF. Séguy dit en 1972 : « Alors que le pouvoir nous paraissait chancelant, nous voulions vraiment et très sincèrement relancer l'unité. Mais, là encore, notre proposition ne rencontre qu'une dérobade générale de la part de ceux à qui elle s'adresse. » En effet, dans l'après-midi du 28 mai, la rencontre entre la FGDS et le PCF, après la conférence de presse de Mitterrand, ne donne rien. Lors de cette rencontre, Waldeck-Rochet, secrétaire général du PCF, demande « Y aura-t-il des ministres communistes? », ce à quoi Mitterrand répond « Au moins un » : on peut imaginer la tête de Waldeck-Rochet.

Qu'auraient dû faire les révolutionnaires dans cette période ?

En mai 1968 nous n'avions pas d'organisation en France. Mais nos camarades américains ont écrit dans *Spartacist* (édition anglaise n° 12), à l'automne 1968, un article sur les événements français de Mai qui a remarquablement surmonté l'épreuve du temps. Nous l'avons publié en français dans notre brochure de 1988 sur Mai 68. Dans cette brochure nous avons rétrospectivement mis en avant le mot d'ordre pendant le mois de mai d'un gouvernement du PC et des syndicats basé sur les comités de grève. Il faut se rappeler qu'à l'époque les travailleurs manifestaient sous le mot d'ordre du PC pour un « gouvernement populaire », qu'ils comprenaient encore largement dans un cadre parlementaire. D'appeler à un gouvernement PC-syndicats aurait été une manière de transcender ce cadre parlementaire, car comment la CGT, comment des comités de grève peuvent-ils participer à un gouvernement parlementaire ? Cela aurait été une puissante perspective à opposer aux plans de front populaire du PC, pour dresser la base du PC contre sa direction en expliquant que les dirigeants du PC manœuvraient pour une alliance avec la bourgeoisie au lieu de faire des comités de grève des organes de pouvoir prolétarien. Les trotskystes français avaient mis en avant un mot d'ordre similaire en 1946, pour un gouvernement PC-SFIO-CGT, dans une situation terriblement instable où le PC faisait partie d'un gouvernement de front populaire.

La question de transformer les comités de grève dirigés par les bureaucrates en de véritables embryons de pouvoir ouvrier était clé pour un parti révolutionnaire en mai-juin 1968. C'était mettre au cœur la question de l'Etat, de comment il n'est pas neutre, mais au service de la classe bourgeoise. L'Etat capitaliste, c'est la police,



l'armée, les matons et les juges, chargés de protéger la petite minorité qui détient les moyens de production face à l'immense majorité de ceux qui n'ont rien sinon leur force de travail à vendre, les prolétaires et tous les opprimés. La tâche principale du gouvernement qui administre l'Etat, que ce soit au niveau national ou municipal, est de mettre en œuvre ce pouvoir pour maintenir l'ordre capitaliste.

Alors que Séguy reconnaît implicitement que ce sont la CGT et le PC qui contrôlent et qui décident de ce qui va marcher et de ce qui ne va pas marcher dans l'économie du pays, il fait tout pour que les ouvriers se tournent vers l'Etat bourgeois. Le PC

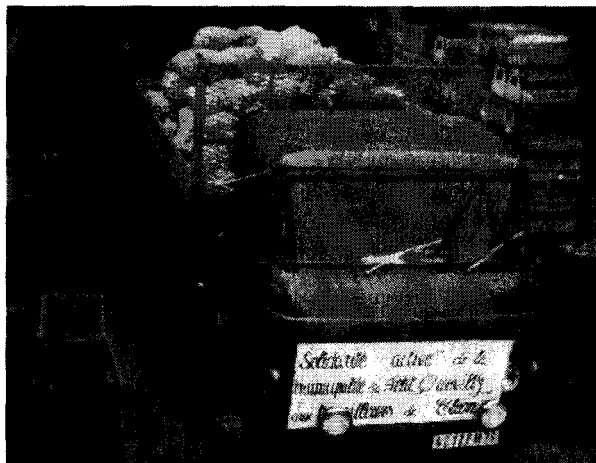
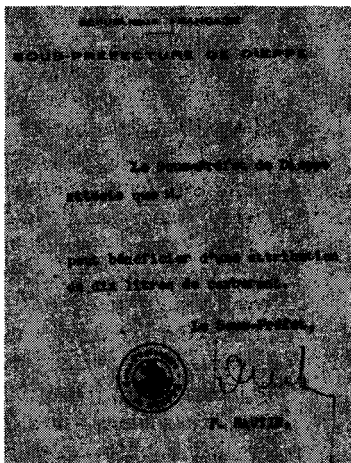
tourne les comités d'aide aux grévistes dont j'ai parlé plus haut, qui organisent le ravitaillement, vers les mairies (souvent des mairies PC, mais pas toujours) et les place sous leur autorité, c'est-à-dire sous l'autorité de l'Etat capitaliste. Les mairies sont des unités de l'Etat bourgeois. Le maire est le représentant de l'Etat bourgeois le plus proche de la population : il est sous l'autorité du préfet, lui-même représentant de l'Etat central dans le département. D'où notre position de refuser de nous présenter comme candidats à des postes exécutifs comme celui de maire ou de président de la République. Nous voulons que la classe ouvrière apprenne que son objectif final doit être la destruction de l'Etat bourgeois, pas sa gestion.

En se tournant vers l'Etat bourgeois, le PC entraîne les pires illusions de la classe ouvrière. C'est un programme clairement réformiste, de confiance dans l'Etat bourgeois, qui dit explicitement aux ouvriers que le PC ne veut pas qu'ils s'organisent pour gérer la société eux-mêmes.

40 ans après, LO et la LCR toutes deux professent maintenant les mêmes illusions réformistes que le PC en 1968 sur le fait que l'Etat bourgeois peut être au service de la classe ouvrière. Là où le PC pense que cela peut se faire avec un Parlement avec beaucoup de députés PC, LO et LCR veulent utiliser la pression des masses pour faire de l'Etat bourgeois un instrument au service des travailleurs, envoyant ainsi à la poubelle une des principales leçons que Marx et Engels avaient tirées de l'expérience des révolutions de 1848 : on ne peut pas utiliser la machine de l'Etat bourgeois, la classe ouvrière doit la briser.

Les comités de grève

Les trotskystes se seraient battus pour des comités de grève élus, alors qu'ils étaient en général désignés par les bureaucrates ; ils auraient appelé à ce que les comités de grève gèrent eux-mêmes les questions de ravitaillement, ou à la remise en marche de secteurs d'activité que les stalinien voulaient remettre à l'Etat bourgeois. En faisant le lien avec la tentative des stalinien de faire un accord avec des partis et des politiciens bourgeois, ils auraient pu exploiter les contradictions existantes dans le PC et la CGT, entre la base et le sommet, pour montrer aux ouvriers qui cherchent à lutter pour le socialisme que l'objectif de leur direction n'est pas le socialisme, mais la gestion du capitalisme. C'était donc une



Archives de Petit-Quevilly

Alors que les ouvriers paralysent le pays, la CGT et le PCF, au lieu de prendre les choses en main en leur propre nom, se tournent vers l'Etat bourgeois : les municipalités (à droite pour le ravitaillement des grévistes à Petit-Quevilly en banlieue de Rouen), les préfets (à gauche), la CGT fait signer au sous-préfet de Dieppe des pouvoirs pour la distribution de l'essence).

bataille politique opposant la perspective des révolutionnaires cherchant à montrer que la classe ouvrière a la puissance de faire tourner la société pour ses propres besoins et qu'il faut détruire l'Etat bourgeois pour cela, à celle des réformistes qui au fond respectent l'ordre capitaliste, la propriété privée et l'Etat bourgeois.

Des comités de grève, des conseils ouvriers ou des soviets ne sont pas révolutionnaires en tant que tels. Ce sont seulement potentiellement des organes de double pouvoir. Seule une direction révolutionnaire donne un caractère révolutionnaire à ces organes de pouvoir de la classe ouvrière. Sous la direction du PC, ces comités se tournent vers l'Etat bourgeois, les mairies. Des révolutionnaires seraient intervenus pour qu'ils se centralisent, s'appuient sur la classe ouvrière elle-même et non pas sur des organes de pouvoir bourgeois comme les municipalités. Ils auraient cherché à préparer les travailleurs politiquement, par tous les moyens, pour qu'ils comprennent la nécessité d'agir indépendamment de toutes les forces de la bourgeoisie, pour qu'ils organisent des mitées ouvrières pour défendre leurs positions, et qu'ils se préparent à la prise du pouvoir et la destruction de l'Etat capitaliste.

On peut mieux comprendre ce point si l'on regarde la situation à la fin du mois de juillet 1917 en Russie, alors que la direction des soviets (les menchéviks et les SR) mettait les bolchéviks en prison. Lénine, qui avait lui-même fui en Finlande pour ne pas être arrêté, envisageait que les ouvriers devraient utiliser de nouveaux organes pour aller vers la prise du pouvoir car il considérait que les soviets dirigés par les menchéviks et les SR tendaient à se transformer en simple extension du pouvoir bourgeois.

Cette lutte des révolutionnaires devait se faire sur la base d'un programme transitoire, amenant les ouvriers à prendre conscience que pour faire tourner la société pour ses propres besoins, il fallait qu'ils se préparent à renverser l'Etat bourgeois. Trotsky explique dans le *Programme de transition* :

« Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de *revendications transitoires*, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

[A SUIVRE]

Cuba...

Suite de la page 2

de démocratie ouvrière et instaurer un régime internationaliste révolutionnaire. Comme l'affirme un texte soumis par la RT à la Convention du SWP de 1963 :

« La Révolution cubaine a mis en lumière les vastes incursions du révisionnisme dans notre mouvement. Sous prétexte de défendre la révolution cubaine, ce qui est une obligation pour notre mouvement, certains ont soutenu à fond, inconditionnellement et sans critiques, la direction de Castro, en dépit de sa nature petite-bourgeoise et de son régime bureaucratique. Et pourtant la liste des droits démocratiques que le régime refuse aux ouvriers et aux paysans cubains est claire : les dirigeants démocratiquement élus du mouvement ouvrier ont été chassés bureaucratiquement et remplacés par des larbins staliniens ; la presse trotskyste a été interdite ; le système de parti unique a été proclamé, etc. Côte à côte avec ce bilan, il y a les premiers accomplissements énormes, au niveau social et économique, de la Révolution cubaine. Aussi les trotskystes sont à la fois les défenseurs les plus militants et inconditionnels de la Révolution cubaine, et de l'Etat ouvrier déformé qui en est issu, contre l'impérialisme ; mais ils ne peuvent pas faire confiance ou apporter leur soutien politique, si critique soit-il, à un régime gouvernemental hostile aux principes et aux pratiques les plus élémentaires de la démocratie ouvrière, même si notre démarche tactique n'est pas la même que celle qui serait utilisée à l'égard d'une caste bureaucratique *endurcie*. »

– « Vers la renaissance de la IV^e Internationale », reproduit dans *Spartacist* édition française n° 36, été 2004

Quarante-cinq ans plus tard, cette analyse et ce programme trotskystes ont passé avec succès l'épreuve du temps. La plupart des pseudo-trotskystes ont acclamé Castro avec enthousiasme ; certains, comme la Socialist Labour League britannique de feu Gerry Healy dans les années 1960, niaient que le capitalisme avait été renversé à Cuba. Mais ceux qui, hier, s'enthousiasmaient pour toute une série de bureaucraties staliniennes, se sont maintenant ralliés aux croisades anticommunistes des impérialistes pour la « démocratie ». Ainsi, le SWP, qui a depuis longtemps explicitement répudié le trotskysme, ainsi que ses rejetons tels que Socialist Action (SA) et ses anciens alliés internationaux du Secrétariat unifié (SU), ont pris part à la campagne impérialiste pour détruire l'Union

soviétique, soutenant ouvertement les forces de la réaction anticommuniste. Ce fut aussi le cas pour la tendance Militant de Ted Grant, précurseur de l'International Marxist Tendency (IMT – *La Riposte* en France) dirigée par Alan Woods, qui aujourd'hui se présente à Cuba comme les « trotskystes ». Aujourd'hui, par rapport à Cuba, toutes ces forces soit continuent à soutenir politiquement le régime de Castro, soit pire encore, l'attaquent de la droite.

Ces dernières années, la question du trotskysme et du rôle joué par Trotsky lui-même – co-dirigeant avec Lénine de la Révolution d'octobre 1917 – est l'objet de certaines discussions dans les cercles universitaires et autres à Cuba. Par exemple, il y a quatre ans, le magazine cubain *Temas* (n° 39-40, octobre-décembre 2004) a publié un débat intitulé « Pourquoi le socialisme de l'Europe de l'Est s'est-il effondré ? » lors duquel plusieurs participants ont fait des références positives aux critiques de Trotsky sur la montée de la bureaucratie stalinienne. Au début de cette année, le livre *la Révolution trahie*, ouvrage de référence où Trotsky analyse la montée du stalinisme, a été présenté au salon du livre de La Havane devant une foule débordante. Celia Hart – la fille de Haydée Santamaría et Armando Hart, deux dirigeants historiques de la Révolution cubaine – publie des articles et prend publiquement la parole sur l'île en tant que partisane déclarée tant du trotskysme que du régime cubain.

Il est capital que les jeunes et autres à la recherche d'une voie révolutionnaire authentique se mettent à étudier et assimiler le programme internationaliste révolutionnaire du trotskysme, qui s'oppose radicalement au révisionnisme du SWP, de SA, du SU, de l'IMT et autres. Pour cela, il leur faut examiner la théorie de la révolution permanente de Trotsky et la véritable histoire de la Révolution cubaine et du régime Castro.

La bataille pour le trotskysme dans le SWP

Après la victoire des troupes de Castro en 1959, la majorité du SWP s'est mise à aduler Castro et Guevara, les qualifiant de « trotskystes inconscients ». Semaine après semaine, le *Militant*, le journal du SWP, reproduisait sans aucune critique leurs discours. D'après le SWP, Cuba était passé du « gouvernement ouvrier et paysan » à un Etat ouvrier sain en essence



Glinn/Magnum

Les troupes rebelles petites-bourgeoises de Castro entrent à La Havane, au Nouvel An de 1959. A droite : un milicien cubain monte la garde devant une raffinerie américaine expropriée, en 1960.



Wide World

du même ordre que l'Etat ouvrier soviétique sous Lénine et Trotsky. Comme le faisait remarquer la RT dans un texte de 1960, c'était un « "gouvernement ouvrier et fermier" dans lequel il n'y a ni ouvriers ni fermiers et pas de représentants de partis ouvriers et fermiers indépendants ! » (« La Révolution cubaine et la théorie marxiste », reproduit dans *Marxist Bulletin* n° 8).

La position du SWP sur la Révolution cubaine reflétait une vague de révisionnisme vieille d'une décennie dans la Quatrième Internationale (QI). La QI, qui avait été fondée sous la direction de Trotsky en 1938, avait été profondément désorientée par les renversements du capitalisme sous direction stalinienne, après la Deuxième Guerre mondiale. L'Armée populaire de libération de Mao Zedong, basée sur la paysannerie, avait arraché en 1949 le pouvoir des mains du Guomindang, le parti bourgeois de Chiang Kai-shek en déconfiture, menant à l'établissement d'un Etat ouvrier déformé. D'autres renversements sociaux similaires basés sur la paysannerie et dirigés par des forces staliniennes avaient triomphé en Yougoslavie, en Corée du Nord et au Vietnam-du-Nord (puis au Sud à partir de 1975 après la défaite de l'impérialisme US infligée par les ouvriers et paysans vietnamiens). Le capitalisme avait été renversé dans plusieurs Etats d'Europe centrale et orientale occupés par l'Armée rouge après la Deuxième Guerre mondiale. Différents processus prirent place dans chacun de ces différents pays, mais ils eurent tous en commun le fait que la classe ouvrière était absente en tant que candidate au pouvoir. La création d'*Etats ouvriers déformés* bureaucratiquement en fut le résultat.

Pendant Michel Pablo, qui dirigeait alors la QI, réagit aux bouleversements sociaux de l'après-guerre en répudiant l'importance capitale d'une direction révolutionnaire consciente. Pablo affirma que « le processus objectif demeure en dernière analyse le seul facteur déterminant ». La « dynamique objective » était censée assurer un rapport de forces sans cesse plus favorable et, dans ce contexte, les partis communistes stalinisés « conservent dans certaines circonstances la possibilité d'adopter une orientation approximativement révolutionnaire ». Pablo envisageait des « siècles » d'Etats ouvriers déformés. Les trotskystes étaient réduits à se liquider ou au mieux à devenir des groupes de pression par rapport à divers partis staliniens ou sociaux-démocrates. Ce révisionnisme mena à la destruction de la Quatrième Internationale en 1951-1953. Le SWP, dirigé par James Cannon, combattit les révisionnistes pablistes, bien que tardivement, partiellement et essentiellement sur le terrain national du SWP. En 1953, le SWP et d'autres groupes antipablistes se séparèrent de Pablo au niveau international (voir « Genèse du Pablisme », *Spartacist* édition française n° 4, 1973).

Mais avec la Révolution cubaine qui se déroulait, le SWP se mit alors à adopter le révisionnisme de Pablo et entreprit une « réunification » avec les protégés de Pablo regroupés dans le « Secrétariat international ». Le document fondateur du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » proclamait :

« Comme I.F. Stone, journaliste radical américain perspicace, l'observait après un voyage à Cuba, là-bas les révolutionnaires sont des trotskystes "inconscients". Avec la maturation complète de la conscience parmi ces courants politiques et ceux qui y sont associés, le trotskysme deviendra un puissant courant. »

– « La dynamique de la révolution mondiale aujourd'hui » (1963)

Le SWP prétendait que la guerre de guérilla basée sur la paysannerie deviendrait la vague du futur et le moyen déter-

minant de renverser le capitalisme, et il s'attendait à ce que cela se produise. Il écrivait :

« Sur le chemin de la révolution, qui commence avec de simples revendications démocratiques et finit dans la rupture des relations de propriété capitalistes, la guerre de guérilla faite par les paysans sans terres, et les forces semi-prolétariennes, sous une direction qui est résolue à faire aboutir la révolution, peut jouer un rôle décisif pour ruiner et précipiter la chute des pouvoirs coloniaux ou semi-coloniaux. C'est une des principales leçons à tirer de l'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale. Cela doit être consciemment incorporé à la stratégie de construction de partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux. »

– « Pour une réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial – Déclaration du comité politique du SWP », 1^{er} mars 1963

En opposition à la majorité du SWP, la Revolutionary Tendency affirma dans le texte programmatique intitulé « Vers la renaissance de la IV^e Internationale – Projet de résolution sur le mouvement mondial », soumis à la Convention du SWP de 1963 :

« L'expérience depuis la Deuxième Guerre mondiale a démontré que la guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique antiprolétarien. La création de tels régimes s'est réalisée dans une situation de la décadence de l'impérialisme, de démoralisation et de désorientation occasionnées par les trahisons staliniennes et par l'absence d'une direction marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. La révolution coloniale ne peut avoir de signification révolutionnaire progressiste sans équivoque que sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Que des trotskystes introduisent dans leur stratégie le révisionnisme sur la question de la direction *prolétarienne* de la révolution est une profonde négation du marxisme-léninisme, quels que soient les vœux pieux exprimés en même temps en faveur de "la construction de partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux". Les marxistes doivent s'opposer résolument à toute acceptation aventuriste de la voie de la guérilla paysanne au socialisme, historiquement apparentée au programme tactique des socialistes-révolutionnaires que combattait Lénine. Cette voie serait un cours suicidaire pour les buts socialistes du mouvement ; elle serait peut-être aussi physiquement suicidaire pour les aventuriers qui la prennent. »

– reproduit dans *Spartacist* édition française n° 36, été 2004

Le SWP était en train de jeter consciemment aux orties la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky qui trace la voie vers l'émancipation sociale et nationale pour les pays à développement inégal et combiné. Dans ces pays, la bourgeoisie nationale est liée de mille liens aux impérialistes et craint le prolétariat. Elle est par conséquent incapable d'accomplir les tâches qui sont historiquement associées aux révolutions bourgeoises classiques en Angleterre et en France au XVII^e et au XVIII^e siècle. Comme Trotsky le déclarait dans *la Révolution permanente* (1930), la seule voie pour avancer est la lutte pour « la dictature du prolétariat, qui prend la tête de la nation opprimée, avant tout de ses masses paysannes ». La dictature du prolétariat mettrait à l'ordre du jour non seulement des tâches démocratiques mais aussi des tâches socialistes telles que la collectivisation de l'économie, donnant un puissant élan à la révolution socialiste internationale. Seule la victoire du prolétariat dans les pays capitalistes avancés permettrait de se prémunir contre la restauration bourgeoise et de garantir la possibilité de mener la construction du socialisme à son terme.

La théorie de Trotsky avait été confirmée par la Révolution

russe d'octobre 1917. Sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky, les ouvriers révolutionnaires, soutenus par la paysannerie, renversèrent le pouvoir des capitalistes et des propriétaires terriens. La force insurrectionnelle déterminante était constituée par les Gardes rouges, les milices ouvrières, ainsi que des unités militaires sous le commandement des conseils de soldats et de marins dirigés par les bolchéviks. L'Etat bourgeois fut brisé et remplacé par un Etat ouvrier reposant sur les organes de masse de la démocratie ouvrière, les soviets (conseils) élus d'ouvriers, de soldats et de paysans. La fondation de l'Internationale communiste en 1919 exprimait le fait que pour les bolchéviks, la Révolution russe n'était que le premier épisode réversible de la révolution socialiste mondiale. (Voir « L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky », brochure en anglais de la LCI, avril 2008.)

La Révolution cubaine

Sous la dictature de Fulgencio Batista, Cuba était essentiellement une filiale de la mafia américaine et de la firme United Fruit Company (voir, par exemple, le film *le Parrain II*). Lorsque le Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro entra à La Havane au Nouvel An 1959, il mit en déroute ce qui restait de l'armée de Batista ; celui-ci était profondément méprisé par les masses, isolé de la haute société cubaine et il fut finalement abandonné par les impérialistes américains. Ceux qui commandaient l'armée rebelle étaient des intellectuels petits-bourgeois qui, au cours de la guerre de guérilla, avaient coupé les liens directs qu'ils avaient précédemment avec des éléments bourgeois-libéraux de l'opposition et qui étaient momentanément devenus autonomes vis-à-vis de la bourgeoisie.

Le gouvernement de coalition des débuts avec des politiciens libéraux-bourgeois eut lieu dans un contexte où le vieil appareil d'Etat bourgeois avait été détruit. Castro lui-même avait été candidat du Parti orthodoxe – un parti bourgeois – aux élections parlementaires de 1952. Le manifeste de la Sierra Maestra publié par le Mouvement du 26 juillet en 1957 proposait « des élections démocratiques et impartiales » organisées par un « gouvernement neutre provisoire », et appelait à « dissocier l'armée de la politique », à la liberté de la presse, à l'industrialisation et à une réforme agraire sur la base du principe de la terre à celui qui la travaille (par opposition à

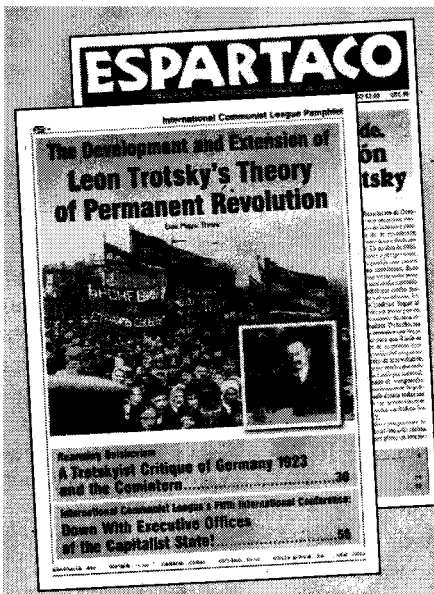
des fermes collectives). Rien de tout cela ne remettait en cause le régime capitaliste.

Les premières mesures du gouvernement petit-bourgeois de Castro furent de bannir les jeux d'argent, de réprimer la prostitution et de saisir les propriétés de Batista et de ses copains. Elles furent suivies par une modeste réforme agraire qui était conforme à la constitution bourgeoise de 1940. A ce moment-là, Castro non seulement niait toute intention révolutionnaire, mais il condamnait explicitement le communisme. En mai 1959, Castro faisait référence au communisme comme à un système « qui résout les problèmes économiques mais supprime les libertés, les libertés qui sont tellement chères à l'homme et auxquelles je sais le peuple cubain sensible » (cité dans le livre de Theodore Draper, *Castroism, Theory and Practice* [1965]). Cependant, cela ne suffisait pas pour l'aile anticommuniste de son propre mouvement. En juin 1959, Castro se débarrassa des opposants à la réforme agraire au sein du Mouvement du 26 juillet.

Le nouveau gouvernement cubain faisait aussi face aux multiples tentatives de l'impérialisme américain de le soumettre par la force au moyen de pressions économiques, sans que l'administration méprisante d'Eisenhower ne fasse parallèlement aucun effort pour coopter le nouveau gouvernement. Puis un processus d'attaque et de contre-attaque se développa, au cours duquel les dirigeants cubains réagirent à chaque offensive impérialiste par des mesures de plus en plus radicales. Lorsque Eisenhower chercha à baisser le quota de sucre cubain en janvier 1960, Castro signa un accord avec Mikoyan, vice-Premier ministre soviétique, d'après lequel l'URSS achèterait un million de tonnes de sucre chaque année à Cuba. Quand les raffineries de pétrole détenues par les impérialistes refusèrent de traiter le brut russe et que Eisenhower supprima le quota de sucre, Castro, en réponse, nationalisa en août 1960 les avoirs des Etats-Unis à Cuba, y compris des raffineries de sucre, des compagnies pétrolières, la compagnie d'électricité et celle des téléphones. En octobre, le gouvernement nationalisa toutes les banques et 382 sociétés, équivalant à 80 % de l'industrie du pays. Cuba devint un Etat ouvrier déformé lors de ces nationalisations étendues, qui liquidèrent la bourgeoisie en tant que classe.

La cristallisation d'un Etat ouvrier déformé n'était en aucun cas le résultat automatique de la victoire militaire de l'armée rebelle en janvier 1959. L'existence de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique fournissait un modèle et, chose plus importante, un soutien matériel qui a rendu ce résultat réalisable. Toutefois, la formation de l'Etat ouvrier déformé cubain n'était pas le produit de l'alliance avec l'Union soviétique, mais la conclusion d'un processus interne à Cuba même. Un autre facteur décisif à l'origine de la création d'un Etat ouvrier déformé était le fait que le prolétariat ne luttait pas pour le pouvoir.

S'il y avait eu une classe ouvrière combative et consciente de ses intérêts de classe, elle aurait polarisé les forces de la guérilla petite-bourgeoise, en attirant certains du côté des ouvriers et repoussant d'autres dans les bras de l'ordre bourgeois. Cela est arrivé en Russie en 1917 lorsque les bolchéviks ont gagné le soutien de la masse des paysans tandis que la



L'élaboration et l'extension de la théorie de la révolution permanente de Léon Trotsky

Brochure en anglais de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), également disponible en espagnol dans *Espartaco* n° 29

Brochure en anglais
1,50 € (56 pages)

Espartaco n° 29
0,80 € (32 pages)

Commandes par chèque
à l'ordre de la SEDI :
SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

direction droitière du parti paysan des socialistes révolutionnaires s'est rangée du côté du gouvernement capitaliste de Kérensky. Mais à Cuba, le principal parti ouvrier, le Parti socialiste populaire (PSP) stalinien, était complètement dédié à l'ordre capitaliste et à la légalité bourgeoise. Le PSP avait désavoué l'assaut de Castro contre la caserne de la Moncada en 1953, l'accusant de « méthodes putschistes ». Encore en juin 1958, le comité national du PSP appelait à la fin de la violence et à régler les différends à Cuba « au moyen d'élections démocratiques et irréprochables, que tout le monde respecte, grâce auxquelles le peuple puisse réellement décider par le vote et dont le résultat serait honorablement respecté ».

La situation à Cuba était exceptionnelle : dans la plupart des cas la victoire militaire de nationalistes petits-bourgeois mène au bout du compte à ce qu'ils rétablissent leurs liens avec l'ordre bourgeois. Prenons par exemple le cas de l'Algérie après la victoire du FLN petit-bourgeois au langage radical, qui avait fait suite à une longue guerre d'indépendance contre les impérialistes français. Le fait que le gouvernement de De Gaulle, avec les accords d'Evian de 1962, avait cherché à appliquer une politique plus accommodante envers les rebelles algériens victorieux, a été un facteur clé pour maintenir l'Algérie comme néocolonie française. Il est absurde de considérer l'issue de la Révolution cubaine comme étant le résultat d'une prévision et d'un dessein marxistes des castristes. En faisant référence à la « théorie » de Castro/Guevara d'une guerre basée sur la paysannerie, l'historien bourgeois Theodore Draper faisait le commentaire suivant : « La théorie cubaine était une rationalisation *ex post facto* [après les faits] d'une réaction improvisée à des événements échappant au contrôle de Castro. »

La Révolution cubaine a démontré, une fois de plus, qu'il n'y a pas de « troisième voie » entre la dictature du capital et la dictature du prolétariat. En ce sens, elle a confirmé la théorie de la révolution permanente. Cependant, le cœur de la théorie de Trotsky est qu'il faut un prolétariat conscient, dirigé par son avant-garde, qui lutte à la tête de tous les opprimés pour le pouvoir et l'extension internationale de la révolution. La couche dirigeante de l'Etat ouvrier déformé cubain est une bureaucratie parasitaire, qui a été créée par la fusion d'éléments de l'ancien Mouvement du 26 juillet avec le PSP (dont les membres pro-Moscou allaient être opportunément purgés, comme Anibal Escalante, qui était considéré comme loyal à un « socialisme dans un seul pays » différent). La Révolution cubaine a vérifié d'une façon nouvelle l'affirmation de Trotsky que la bureaucratie stalinienne – une courroie de transmission des pressions de l'ordre bourgeois international sur un Etat ouvrier – est une formation petite-bourgeoise contradictoire. Comme nous l'écrivions dans la préface de 1973 au *Marxist Bulletin* n° 8 [reproduit dans la brochure de la LTF *Pour la révolution politique !* (1978)] :

« Le secteur décisif des castristes parvint à faire la transition pour devenir la direction d'un Etat ouvrier déformé parce que – en l'absence d'égalitarisme et de démocratie prolétarienne qui existent dans un Etat résultant directement de la victoire des travailleurs – ils n'eurent jamais à transcender ou à altérer fondamentalement leurs propres aspirations sociales de petits-bourgeois radicalisés, ils durent seulement les transformer et les réorienter. »

La lutte pour la démocratie ouvrière

Le SWP et le SU ont défendu ouvertement la répression de la classe ouvrière et de la gauche cubaines, y compris des trotskystes cubains, par le gouvernement de Castro. Ils ont estompé la différence entre un Etat ouvrier sain, dans lequel

la classe ouvrière détient le pouvoir politique, et un Etat ouvrier déformé, dans lequel le pouvoir politique est détenu par une bureaucratie. Certains des dirigeants du SWP tels que Joseph Hansen reconnaissaient à de très rares occasions que les « formes de la démocratie ouvrière » manquaient, toutefois ceci était considéré comme un défaut mineur, et de toute façon, à cause de la « dynamique objective » les castristes allaient « forcément » avoir la révélation. Adolfo Gilly, militant pabliste mexicain, a fait une déclaration en ce sens. Il disait que « Cuba a été influencé par les méthodes bureaucratiques et la non-participation des ouvriers, qui existent dans d'autres pays socialistes » ; mais Gilly n'en trouvait pas moins des excuses à la bureaucratie en concluant qu'« il n'existe aucun pays aujourd'hui où il y ait une démocratie plus grande qu'à Cuba » et que « c'est la pression d'en bas qui est décisive à chaque moment et elle finit par s'imposer, élargissant ainsi davantage la voie de la Révolution cubaine elle-même » (*Monthly Review*, octobre 1964). Eh bien, cela fait maintenant plus de 40 ans et nous attendons toujours !

Parce que cela les arrangeait, le SWP et le SU ont cherché à faire porter le chapeau du bureaucratisme stalinien aux cadres du PSP en décrivant Castro et Guevara en particulier comme « des trotskystes inconscients ». Pour sa part, *Socialist Action* (février 2008) prétend que « le Che était motivé par sa conception de la Révolution permanente lorsqu'il est parti de Cuba, déterminé qu'il était à contribuer à la création de "deux, trois, plusieurs Vietnams" ». Peter Taaffe, le dirigeant du Comité pour une Internationale ouvrière [la Gauche révolutionnaire en France], a récemment affirmé que « Castro nie explicitement – tout à fait à tort comme l'a indiqué Celia Hart – que le Che avait des "sympathies trotskystes" ». S'il y a quelqu'un qui le sait, c'est bien Castro. Dans son autobiographie (*Biographie à deux voix* [2007], produite en commun avec Ignacio Ramonet), Castro répondait ainsi à une question à propos de Guevara : « Je ne l'ai jamais entendu évoquer réellement Trotsky. Il était léniniste, c'est indiscutable. Et, dans une certaine mesure, il reconnaissait même des mérites à Staline, comme pour ce qui concernait l'industrialisation de l'Union soviétique. »

Guevara était quelqu'un de courageux qui est mort en combattant pour ses convictions, mais son guérillisme basé sur la paysannerie était en opposition au léninisme et à la révolution permanente de Trotsky qui repose sur l'internationalisme *prolétarien*. Comme nous l'expliquions dans « Le mythe de la voie guérilliste » (*Workers Vanguard* n° 630, 6 octobre 1995) :

« Malgré l'esprit révolutionnaire du cri de ralliement de Guevara contre l'impérialisme, son appel à une guerre de guérilla basée sur la paysannerie était de plusieurs points de vue un flagrant rejet du marxisme, du léninisme et de la lutte prolétarienne pour le pouvoir [...]. Son programme politique était au fond élitiste en ce qu'il rejetait d'emblée la nécessité que les travailleurs fassent entendre leur voix et expriment leur pouvoir à travers leurs propres organes de classe, tels que les conseils ouvriers (soviets). A la place, les masses étaient censées se soumettre à la direction d'une bande autoproclamée d'intellectuels petits-bourgeois radicaux devenus *guerilleros* qui avaient pris le maquis. »

Le prolétariat est nombreux, il vit dans les centres urbains de la finance et de l'industrie, et occupe la position stratégique d'avoir la main sur les moyens de production, où l'expérience commune des ouvriers crée des liens de solidarité et d'organisation que lui seul possède ; de ce fait, il a la puissance sociale et l'intérêt de classe à renverser le capitalisme. La paysannerie, étant une masse de petits producteurs, est une couche petite-bourgeoise dont les conditions d'existence favorisent

une vision étroite. Ses couches inférieures, les paysans sans terre, se trouvent attirées par la classe ouvrière, alors que ses couches supérieures le sont plus par la bourgeoisie. Sa force productive repose sur la propriété privée de lopins de terre ; les paysans n'ont pas de mode de production indépendant. Ils suivent soit le prolétariat, soit la bourgeoisie.

Dans les circonstances les plus favorables qu'on ait pu imaginer, la paysannerie petite-bourgeoise n'a été capable que de créer un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Avec la destruction de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique et, par conséquent, sans soutien immédiatement disponible contre l'encerclement impérialiste, l'étroite ouverture historique qui avait permis à des forces petites-bourgeoises de renverser localement le régime capitaliste s'est actuellement refermée.

Guevara méprisait la démocratie ouvrière. Dans son essai intitulé « Le rôle d'un parti marxiste-léniniste », il affirmait que les dirigeants de la guérilla dans « les montagnes » étaient « idéologiquement prolétariens » alors que ceux « des plaines » (c'est-à-dire des villes) étaient petits-bourgeois. De là il concluait que « l'armée rebelle est le représentant authentique de la révolution triomphante ». La politique de Guevara était une version particulièrement idéaliste et volontariste du stalinisme. Dans « Le socialisme et l'homme » (1965), Guevara argumentait que la productivité des ouvriers pouvait être mieux stimulée grâce à des « incitations morales » plutôt que matérielles, et il repoussait comme étant bourgeoises les aspirations des ouvriers à un niveau de vie décent. Rejetant la perspective internationaliste révolutionnaire prolétarienne, Guevara acceptait le cadre de la « construction du socialisme » sur une seule petite île, pauvre et assiégée. Les trotskystes comprennent que seule l'extension de la révolution aux pays capitalistes avancés peut résoudre le problème de la pénurie matérielle. Guevara qualifiait ouvertement de contre-révolutionnaire la formation par Trotsky de l'Opposition de gauche en opposition à l'usurpation politique de la révolution par Staline.

Le fait que la bureaucratie dirigeante n'était qu'en phase de formation rendait Cuba initialement plus ouvert à l'intervention de trotskystes que les autres Etats ouvriers déformés. On a pu le constater dans le fait que pendant une période un groupe trotskyste a été autorisé à fonctionner. La milice, les Comités pour la défense de la révolution (CDR) et les syndicats avaient tous une base de masse. Cette ouverture était éphémère mais il fallait la mettre au test. La RT a ainsi donné au programme de la révolution politique à Cuba une formulation transitoire en appelant à « rendre les ministres du gouvernement responsables devant les organisations démocratiques des ouvriers et des paysans et révocables par elles ».

L'arrestation de militants de l'organisation trotskyste cubaine, le Parti ouvrier révolutionnaire (POR) qui faisait partie d'une tendance internationale dirigée par Juan Posadas, a été un point tournant dans la consolidation de la bureaucratie. En mai 1961, le gouvernement de La Havane a saisi *Voz Proletaria*, le journal du POR, et a détruit les plaques d'impression d'une édition de *la Révolution permanente* de Trotsky. A partir de novembre 1963, cinq dirigeants du POR ont été arrêtés. Ils ont été accusés de distribuer un journal illégal, de préconiser le renversement du gouvernement et de critiquer Fidel Castro. Ils ont été condamnés jusqu'à neuf ans de prison. Au bout du compte, ils ont passé jusqu'à un an et demi en prison. Un militant spartaciste a confronté Guevara sur les arrestations au cours d'un voyage à Cuba en 1964. Notre camarade a fait remarquer que les critiques émanant de personnes qui sont pour la défense inconditionnelle de la

révolution devraient être traitées politiquement plutôt que par la répression des opinions. Guevara a répondu :

« Je suis d'accord avec ta déclaration, mais les trotskystes cubains ne sont pas à l'intérieur de la révolution, ce sont seulement des "diviseurs". [...] Je ne dirais pas que ce sont des agents de la CIA – nous ne le savons pas. *Il n'y a aucune indication qu'ils ont soutenu la révolution.* »

– « Liberté pour les trotskystes cubains ! », *Spartacist* édition anglaise n° 3, janvier-février 1965

C'était une calomnie délibérée. Les militants arrêtés du POR avaient participé à toutes les activités de la révolution avant 1959, quand les staliniens restaient encore dans l'expectative pour voir qui allait gagner. Andrés Alfonso s'était battu dans la clandestinité contre Batista, et Ricardo Ferrera avait combattu avec l'armée rebelle depuis l'âge de 16 ans. Le POR avait des membres dans les syndicats, les CDR et parmi ceux de la milice qui avaient été mobilisés pour défendre Cuba dans la crise des missiles d'octobre 1962. Le « trotskyste inconscient » Guevara était en fait un *persécuteur conscient* de trotskystes. Il a attaqué les camarades du POR à plusieurs reprises en 1961 dans le cadre de sa grande offensive pour un seul parti (stalinien) unifié à Cuba.

Divergences politiques mises à part, la Tendance spartaciste était la première organisation – en dehors des posadistes eux-mêmes – à défendre les trotskystes cubains et à faire connaître leur cas dans le monde. Léchant les bottes des castristes, la direction du SWP n'a rien dit sur les arrestations jusque après la remise en liberté des militants du POR, après que ceux-ci avaient signé une déclaration de capitulation disant qu'ils allaient dissoudre leur organisation. La manière méprisante avec laquelle le SWP et d'autres ont traité les trotskystes cubains rappelle le silence des pablistes par rapport à l'emprisonnement des trotskystes chinois par Mao quelques années plus tôt.

Pour l'internationalisme prolétarien !

Un principe fondamental de la révolution permanente – et une ligne de démarcation rigoureuse entre trotskysme et stalinisme – est qu'il faut étendre la révolution dans un pays semi-colonial au monde capitaliste avancé. Ceci découle de l'idée qu'il faut une économie planifiée au niveau international, qui comprenne nécessairement les sociétés les plus avancées matériellement. Les Etats ouvriers sont menacés non seulement par une intervention militaire impérialiste, mais aussi et de façon encore plus décisive par la pénétration économique impérialiste et le niveau qualitativement plus élevé de la productivité des pays capitalistes avancés.

Lénine affirmait : « Tant que le capitalisme et le socialisme subsistent, ils ne peuvent pas vivre en paix : soit l'un, soit l'autre l'emportera à la fin, il faudra chanter un requiem soit pour la République des soviets, soit pour le capitalisme mondial » (cité dans Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*). L'effondrement catastrophique de l'Union soviétique, sapée par des décennies d'incompétence et de trahisons staliniennes, a confirmé qu'il est futile d'essayer de construire le « socialisme dans un seul pays ». A quel point cette conclusion s'applique-t-elle davantage encore au minuscule Cuba !

Les bureaucraties staliniennes nationalistes recherchent leurs propres arrangements avec les impérialistes, y compris aux dépens d'autres Etats ouvriers (comme l'a montré la fracture sino-soviétique dans les années 1960). En échange du soutien économique et militaire soviétique, Castro soutenait généralement la ligne du Kremlin au niveau international. Mais le dirigeant soviétique Nikita Krouchtchev avait été par-



Prensa Latina



Gerretsen/Gamma

A gauche : Castro rencontre le chilien Salvador Allende. Castro soutenait le gouvernement de front populaire capitaliste d'Allende, qui a désarmé le prolétariat chilien combatif et pavé la voie au coup d'Etat de Pinochet.

faitement clair quant à la volonté qu'il avait d'arriver à un accord séparé avec l'impérialisme US aux dépens de Cuba pendant la crise des missiles en 1962 : en réaction aux menaces des Etats-Unis, il avait retiré les missiles soviétiques de Cuba. Une déclaration de la RT dénonçait à l'époque « le rôle contre-révolutionnaire » des « bureaucrates du Kremlin » dans la crise des missiles à Cuba et affirmait : « La politique fautive de la direction Castro, son bloc politique avec les staliens, a grandement sapé cette défense » (« Déclaration sur la crise cubaine », 30 novembre 1962, reproduite dans *Marxist Bulletin* n° 3, 1^{ère} partie).

Contrairement au mythe répandu par beaucoup de militants de gauche, la politique cubaine n'était pas plus « internationaliste » du vivant de Guevara. Ainsi, la délégation cubaine, dirigée par Che Guevara, à la conférence de Punta del Este (Uruguay) en 1961, proposa la détente aux impérialistes américains. Selon John Gerassi dans son livre, *The Great Fear in Latin America* (1965) [La grande peur en Amérique latine], Guevara déclara : « Nous ne pouvons pas promettre de ne pas exporter notre exemple, comme les Etats-Unis nous le demandent, parce qu'un exemple est une question d'esprit, et un élément spirituel peut traverser les frontières. Mais nous donnerons notre garantie qu'aucune arme ne sera transportée à partir de Cuba dans le but de servir à combattre dans un quelconque pays d'Amérique latine. »

Si le gouvernement cubain a parrainé une guérilla rurale dans certaines régions d'Amérique latine, principalement pendant les années 1964-1967, c'était en fait de façon très sélective. Les castristes ont soutenu divers régimes bourgeois nationalistes « démocratiques » en Amérique latine qui, dans leur imagination, allaient servir de contrepoids face aux impérialistes. La politique étrangère de Cuba suit la logique du « socialisme dans un seul pays » de Staline, c'est-à-dire de s'opposer à la révolution internationale dans l'espoir de désamorcer l'hostilité impérialiste tout en pistonnant les régimes capitalistes prêts à être « amis » avec son propre Etat non capitaliste. En particulier, Castro a soutenu les régimes nationalistes de Jânio Quadros et João Goulart au Brésil dans les années 1960. En 1969, Castro a salué la junte militaire péruvienne qu'il a qualifiée de « groupe d'officiers progressistes qui joue un rôle révolutionnaire ».

Cependant, la plus grande des trahisons est survenue lorsque Fidel a soutenu politiquement l'Unidad Popular de Salvador Allende au Chili. Rejetant la nécessité de la révolution au profit de la « voie parlementaire vers le socialisme »,

Castro a déclaré en 1971 qu'« il n'y avait aucune contradiction entre les concepts de la Révolution cubaine et le chemin suivi par le mouvement de gauche et les partis ouvriers au Chili ». La coalition de front populaire d'Allende avec des partis capitalistes chiliens a politiquement désarmé la classe ouvrière à qui on demandait de faire confiance à l'armée « constitutionnaliste » et à la bourgeoisie « démocratique ». Le résultat de cette trahison a été le coup d'Etat militaire sanglant de Pinochet du 11 septembre 1973 et le massacre de plus de 30 000 syndicalistes, militants de gauche et autres.

Lorsque les masses nicaraguayennes ont renversé la dictature de Somoza en 1979, l'Etat capitaliste a été brisé, ce qui a ouvert la voie à une révolution sociale. Nous disions : « Défendez, complétez, étendez la révolution nicaraguayenne ! » Mais Castro a conseillé au gouvernement sandiniste de l'époque d'« éviter les erreurs que nous avons commises au départ à Cuba : le rejet politique de l'Occident, les attaques frontales prématurées contre la bourgeoisie, l'isolement économique ». Grâce à une « économie mixte » et à la pression des « contras » soutenus par la CIA, la bourgeoisie nicaraguayenne a pu rétablir son contrôle dix ans plus tard, et vaincre la révolution.

Aujourd'hui, c'est l'homme fort capitaliste vénézuélien Hugo Chávez que Castro présente comme le nouveau révolutionnaire du XXI^e siècle. Pour les habitants de l'île, cela peut paraître séduisant. Depuis 2003, Chávez a investi une valeur estimée à quatre milliards de dollars dans divers secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des services et de l'infrastructure cubains. En 2006, le Venezuela représentait 35,4 % du total des échanges commerciaux de Cuba. Grâce à la hausse des prix du pétrole, Chávez a récupéré une partie des énormes profits pour financer une série de mesures sociales dans son pays.

En tant que marxistes, nous appelons à la défense militaire du régime de Chávez dans l'éventualité d'un coup d'Etat soutenu par les USA, comme nous l'avons fait en 2002. Cependant nous ne donnons pas de soutien politique à Chávez. La gauche réformiste perpétue l'illusion que le Venezuela est « socialiste » ou sur la voie du socialisme. Pourtant il y a une différence qualitative entre Cuba et le Venezuela. A Cuba, l'Etat bourgeois a été brisé et la bourgeoisie expropriée en tant que classe. Chávez est arrivé au pouvoir au moyen d'un processus électoral bourgeois et il dirige un *Etat capitaliste*. La bourgeoisie vénézuélienne est bien vivante et les impérialistes continuent à faire de juteuses affaires avec le Venezuela. Bien que Chávez ait augmenté la part de l'Etat dans des sec-

teurs comme l'industrie pétrolière, l'électricité, l'acier et la production de ciment, ces nationalisations fragmentaires ne remettent pas en cause la propriété privée capitaliste. Ces mesures sont typiques de celles d'autres populistes latino-américains comme Lázaro Cárdenas au Mexique dans les années 1930 et Juan Perón en Argentine dans les années 1940 et 1950, et aussi de Gamal Abdel Nasser en Egypte dans les années 1950. Ancien colonel de l'armée de terre, Chávez est un chef d'Etat bonapartiste qui se sert de mesures populistes non pour effectuer une révolution sociale mais plutôt pour *la détourner* – en enchaînant plus fermement les masses déshéritées à l'Etat capitaliste vénézuélien.

Les militants de gauche pro-Castro citent fréquemment les interventions de Cuba en Afrique comme preuve de son internationalisme. A la suite de l'effondrement du colonialisme portugais en Afrique en 1974-1975, l'Angola était ravagé par une guerre civile entre forces nationalistes rivales dans laquelle les marxistes ne défendaient aucun camp. Mais lorsque l'armée de l'apartheid sud-africain soutenue par les USA a envahi l'Angola, Cuba a envoyé des troupes, soutenues par l'Union soviétique, pour se battre aux côtés des nationalistes angolais du MPLA, et celles-ci ont réussi à écraser les forces sud-africaines et leurs alliés angolais. Bien que nous ne soutenions pas politiquement le MPLA, nous avons militairement pris le côté du MPLA, des troupes cubaines et de leurs conseillers soviétiques dans ce qui était une guerre par procuration avec les impérialistes américains.

Les combats héroïques qu'ont menés les troupes cubaines ont fait voler en éclats le mythe de l'invincibilité de l'armée de l'apartheid, et ont aidé à inspirer les révoltes de Soweto en 1976 et d'autres luttes des masses noires opprimées d'Afrique du Sud. Cependant il est important de noter que l'objectif des staliniens cubains et soviétiques n'était pas de renverser le capitalisme en Afrique. Tout en parrainant le régime bourgeois corrompu du MPLA en Angola, Cuba et l'URSS ont aussi apporté leur soutien à la dictature brutale de Mengistu en Ethiopie à partir des années 1970. En Afrique du Sud, où se trouve le prolétariat le plus important de l'Afrique subsaharienne, les staliniens maintiennent depuis 1928 une alliance avec l'African National Congress (ANC) bourgeois. Aujourd'hui, le régime de l'apartheid a disparu, mais les masses noires restent en bas de l'échelle, dominées par un régime de néo-apartheid administré par l'ANC, le Parti communiste sud-africain et les dirigeants de la fédération syndicale du COSATU.

Bien que Cuba ait été dans la ligne de mire de l'impérialisme US pendant presque un demi-siècle, l'autobiographie de Castro indique clairement son aspiration à la « détente » via une aile « progressiste » de l'impérialisme américain – c'est-à-dire le Parti démocrate. On y trouve un florilège de références, en termes favorables, à des présidents démocrates. « Franklin [Delano] Roosevelt [était] l'une des personnalités les plus brillantes des Etats-Unis. » « J'ai toujours eu une opinion positive de [Jimmy] Carter en tant que personne humaine, en raison de son éthique. La politique de son gouvernement vis-à-vis de Cuba avait été constructive. » Quand le journaliste qui l'interviewait lui demanda si Clinton (qui avait renforcé l'embargo contre Cuba à deux reprises) était « plus constructif », Castro répondit : « Clinton n'était pas particulièrement hostile à notre égard, mais il avait hérité de cette communauté, et de toutes les campagnes menées contre Cuba. Il n'avait pas les moyens d'agir plus décemment. » Il trouve même des excuses à Kennedy – la Baie des Cochons et Cie – : « Je crois pourtant que c'était un homme d'un remarquable enthousiasme, très

intelligent, et très charismatique, et qui s'appliquait à prendre des initiatives positives [...]. Il a donné le feu vert pour l'invasion de la Playa Girón [la Baie des Cochons] en 1961, mais ce n'est pas lui qui avait préparé cette opération, c'était le gouvernement antérieur, celui d'Eisenhower et Nixon. » Castro suit les traces des staliniens du Kremlin et du Parti communiste des Etats-Unis qui, depuis l'époque de Roosevelt, soutiennent principalement le Parti démocrate capitaliste.

Le monde postsoviétique

Les pablistes, qui sont toujours si sensibles à l'opinion publique petite-bourgeoise, ont battu en retraite sur leur précédent enthousiasme vis-à-vis de la guerre de guérilla paysanne, dès les premiers signes de la deuxième guerre froide à la fin des années 1970. Ils ont voté pour l'installation au pouvoir des gouvernements de front populaire les plus virulemment anticommunistes comme celui du « socialiste » Mitterrand en 1981 en France. Se faisant l'écho de la campagne impérialiste pour la « démocratie » et les « droits de l'homme », ils ont soutenu tous les opposants au gouvernement soviétique, quels qu'ils soient. En Pologne dans les années 1980, leur soutien à Solidarnosc, fer de lance de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est, en faisait partie. Aux USA, Socialist Action a même adopté le logo de Solidarnosc dans le titre de leur journal. Feu Ernest Mandel, dirigeant du SU, avait salué comme « les meilleurs socialistes du monde » ces réactionnaires cléricaux qui étaient soutenus par la CIA et le Vatican.

Le SU a même été jusqu'à rétrospectivement chanter les louanges des « Frères de la forêt », les nazis estoniens pendant la Deuxième Guerre mondiale, comme « combattants de la liberté ». Les sections du SU tout comme la tendance Militant de Peter Taaffe et Alan Woods ont hurlé avec les loups impérialistes en soutien au coup d'Etat contre-révolutionnaire de Boris Eltsine à Moscou en 1991. Aujourd'hui, la gauche réformiste s'enthousiasme pour le dalaï-lama soutenu par la CIA et pour le mouvement « Tibet libre » contre l'Etat ouvrier déformé chinois.

Nous, la Ligue communiste internationale, nous sommes battus jusqu'au bout contre la contre-révolution dans l'ex-URSS et en Europe centrale et orientale, comme Trotsky l'avait exigé de ses partisans. A l'opposé des pseudo-trotskyistes qui ont refusé de défendre l'URSS contre les *moujahidin* armés par la CIA à la suite de l'intervention soviétique qui débuta en décembre 1979, nous disions : « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! » Dans une déclaration de 1991, nous appelions les ouvriers soviétiques à « écraser la contre-révolution d'Eltsine-Bush », encourageant avec insistance le prolétariat à former des soviets sur le programme de l'internationalisme bolchévique. En Allemagne de l'Est (RDA) en 1989-1990, alors que le régime stalinien en pleine décomposition du SED-PDS demandait en gémissant que la restauration capitaliste se fasse humainement, nous étions les seuls à nous opposer à la réunification capitaliste. Nous appelions à une Allemagne rouge des soviets par la révolution politique en RDA et la révolution socialiste en Allemagne de l'Ouest. Nous avons été à l'initiative d'une mobilisation de masse, à laquelle le SED-PDS a par la suite apporté son soutien, au parc de Treptow à Berlin le 3 janvier 1990 contre la profanation par les fascistes du monument aux morts soviétique, et en défense de l'URSS et de la RDA. C'était la première fois que des trotskyistes prenaient la parole à une tribune publique dans un Etat ouvrier depuis l'Opposition de gauche russe de Trotsky à la fin des années 1920.



Spartakist

Berlin-Est, le 3 janvier 1990 : une représentante de la LCI s'adresse à la manifestation au parc de Treptow, à l'initiative de la LCI, rassemblant 250 000 personnes contre la profanation par des fascistes d'un monument aux morts soviétique, et en défense des Etats ouvriers est-allemand et soviétique.

La destruction de l'URSS a eu des conséquences désastreuses pour Cuba. L'économie cubaine avait été fortement subventionnée par l'URSS, qui représentait jusqu'à 36 % du revenu national cubain dans les années 1980. L'économie cubaine a souffert une contraction dramatique avec une chute vertigineuse de 40 % de la production par habitant dès 1993. En conséquence il y a eu des coupures d'électricité, une pénurie des produits de première nécessité et une période de strict rationnement alimentaire pour la population cubaine pendant ce qui est connu comme la « Période spéciale en temps de paix ». Face à cela, le gouvernement a mis en place une série de « réformes de marché », dont fait partie la légalisation de la possession et de l'échange de devises américaines. Cette « dollarisation » a amené une différenciation dans les revenus de plus en plus importante et accentuée, frappant plus durement les femmes et les Noirs de Cuba. Ces dernières années, le gouvernement tente de réduire sa dépendance à l'égard des investissements impérialistes en signant de nouveaux traités commerciaux avec le Venezuela de Chávez et la Chine. Mais la situation économique reste très dure pour la plupart des Cubains qui sont obligés de se tourner vers le marché noir, même pour beaucoup de produits de première nécessité.

Cherchant à alléger l'embargo américain afin de faciliter la pénétration économique de l'île, l'ancien président Carter a voyagé à Cuba en 2002. Au cours de ce voyage, Carter a poussé la campagne en faveur de la pétition Varela – lancée par des dissidents pro-impérialistes – qui incluait des revendications pour le droit à l'entreprise privée, l'amnistie pour les prisonniers politiques et des « élections libres ».

L'appel à des « élections libres » est un appel à soutenir la « démocratie bourgeoise » contre l'Etat ouvrier cubain, c'est-à-dire la *contre-révolution*. Nous sommes pour la démocratie *ouvrière*. Comme l'avait déclaré clairement à Guevara notre camarade en 1964, nous défendons pour toutes les tendances qui défendent les acquis de la Révolution cubaine le droit de s'organiser politiquement. La classe ouvrière doit exercer son pouvoir à travers des soviets. Nous condamnons ceux qui proclament leur soutien aux « élections libres » à Cuba, comme l'a fait au début de cette année Olivier Besancenot – porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire en France, la section phare du SU.

C'est tout à son honneur que le gouvernement cubain soutienne la cause de Mumia Abu-Jamal, le prisonnier politique le

plus célèbre des Etats-Unis, qui est dans le couloir de la mort. Pourtant le gouvernement cubain applique la peine de mort, même si Raúl Castro a récemment commué les condamnations à mort de presque tous ceux qui sont dans le couloir de la mort à Cuba. Nous sommes par principe contre la peine capitale, à Cuba et en Chine tout comme dans les pays capitalistes. Lorsque trois pirates ont été exécutés en 2003, les délateurs pro-Castro de Socialist Action ont tenté de justifier cela en indiquant que les bolchéviks avaient eu recours aux exécutions pendant la guerre civile. Nous avons répondu dans *Workers Vanguard* (6 juin 2003) :

« Les marxistes – y compris les bolchéviks – s'opposent à l'institution barbare de la peine capitale. Les bolchéviks ont employé la terreur révolutionnaire pour défendre le nouvel Etat ouvrier. Ils comprenaient que la guerre contre la contre-révolution était une phase temporaire qui nécessitait des mesures drastiques et temporaires. Mais le code pénal était un trait plus permanent de l'Etat prolétarien. Lorsque la peine de mort, cessant d'être un acte de guerre, a été intégrée dans le code pénal du pays en 1922, cette mesure avait été conçue pour être temporaire [...]. Et, comme beaucoup d'autres mesures utilisées temporairement par le jeune Etat ouvrier, elles devinrent permanentes et défigurées avec la contre-révolution politique stalinienne, pour devenir le plus sinistre contraire de ce que voulaient les bolchéviks. »

L'exécution de ces pirates n'était pas un exemple de justice sommaire de la part d'un gouvernement ouvrier dans une situation de guerre civile. Nous savons pertinamment que le régime de Castro exerce une répression contre ses opposants prosocialistes, y compris des militants comme les trotskystes dans les années 1960. Et c'était au nom de la « défense de la révolution » que Castro a ordonné, en 1989, l'exécution du général Ochoa, un héros de la guerre en Angola, après un procès stalinien bidon qui rappelait les purges de Moscou à la fin des années 1930.

Nous soutenons les mesures prises pour défendre la Révolution cubaine, y compris l'emprisonnement des « dissidents » qui collaborent activement avec l'impérialisme US. Mais nous n'accordons aucun crédit à la capacité de la bureaucratie de se débarrasser des contre-révolutionnaires. En invitant Carter, Castro n'a fait qu'encourager les réactionnaires, de la même façon que la recherche continue de « la détente » avec l'impérialisme sape l'Etat ouvrier cubain. L'essentiel de ce que nous avons écrit en 1965 dans notre article « Liberté pour les trotskystes cubains ! » reste valable aujourd'hui :

« La Révolution cubaine doit remplacer son idéologie nationaliste actuelle de "coexistence pacifique" [...] par une politique étrangère révolutionnaire, une orientation vers la révolution en Amérique latine pour concrètement construire le mouvement révolutionnaire en Amérique latine au sein du mouvement mondial, et lui fournir une direction. A l'intérieur, établir une véritable démocratie ouvrière, construire des soviets – conseils ouvriers –, les organes élus représentant le pouvoir ouvrier, et restaurer la vie interne fertile qui est vitale à tout mouvement révolutionnaire pour vaincre la bureaucratie. »

Les révolutionnaires aux Etats-Unis, dans le bastion de l'impérialisme mondial, ont en particulier le devoir de défendre Cuba contre la restauration capitaliste et l'impérialisme US. Nous luttons pour forger un parti ouvrier révolutionnaire, section d'une Quatrième Internationale reforgée, qui fasse comprendre à la classe ouvrière multiraciale américaine que la défense de la Révolution cubaine fait partie intégrante de sa lutte contre les exploiters capitalistes américains et pour la révolution socialiste. *Défense de la Révolution cubaine ! Pour la révolution politique prolétarienne qui ouvre la voie au socialisme ! Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !* ■

Le « Che » de Besancenot : taillé sur mesure pour le NPA social-démocrate

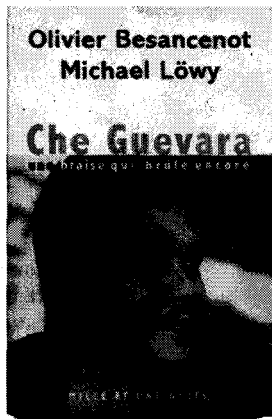
Dans les années 1960, la Jeunesse communiste révolutionnaire pablisme d'Alain Krivine s'enthousiasmait pour Fidel Castro et Ernesto « Che » Guevara, qu'elle présentait comme des « trotskystes inconscients » (voir notre article « Défense de la Révolution cubaine », en première page). Quarante ans plus tard, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) jette maintenant officiellement par-dessus bord son verbiage « révolutionnaire », renonçant même dans son nom au communisme, à la révolution et au trotskysme ; ayant soutenu activement le front populaire de guerre froide de Mitterrand et les forces de la contre-révolution capitaliste « démocratique » dans l'ex-bloc soviétique, la LCR est devenue une organisation totalement réformiste, ennemie déclarée du mouvement ouvrier révolutionnaire internationaliste.

C'est sur la base de son rôle de fer de lance « d'extrême gauche » pour les campagnes anti-communistes des années 1980 et 1990 – dont le prolongement logique est aujourd'hui son soutien à la campagne anticommuniste contre la Chine, sous prétexte de défendre le droit à « l'autodétermination » des cléricaux-féodaux tibétains – que la LCR se lance dans la campagne pour un « nouveau parti anticapitaliste » (NPA). Forte de la notoriété médiatique de son porte-parole Olivier Besancenot, elle espère regrouper autour d'elle tout ce qui peut se dire « 100 % à gauche », vaguement anarchiste ou social-démocrate, sur la base d'un anticommunisme virulent. Ils ont déjà exclu le Groupe CRI, un petit groupe social-démocrate issu de l'ex-Parti des travailleurs de Pierre Lambert et qui promettait de construire en toute bonne foi le NPA de Besancenot. Le CRI ne voulait pas renoncer au droit d'utiliser de temps en temps des mots comme « révolutionnaire » ou « trotskyste » pour enjoliver son réformisme ; mais même cela était trop pour la LCR qui a accusé le CRI de subversion et de vouloir « vampiriser le fœtus que nous sommes » (sous le maccarthysme on racontait aux Américains que les communistes mangent les enfants !) Lors de la conférence de la LCR qui a lancé les comités pour le NPA, en janvier dernier, ils avaient même cordialement invité des organisations bourgeoises, comme le MARS-Gauche républicaine et les Verts.

Besancenot continue néanmoins à revendiquer le stalinien de gauche idéaliste qu'était Che Guevara comme l'une des références majeures de son engagement politique. Le paradoxe n'est qu'apparent : Besancenot utilise aujourd'hui le « Che » principalement comme une référence politique *alternative* à Lénine et à Trotsky, qui en tant que partisans conséquents de la dictature du prolétariat et dirigeants du premier Etat ouvrier ayant incarné concrètement cette dictature, sentent trop fort le fagot « totalitaire » pour les amis « altermondialistes » du gentil « facteur de Neuilly ».

Ceci transparait à la lecture de *Che Guevara – une braise qui brûle encore*, petit livre publié l'année dernière par Besancenot et Michael Löwy, à temps pour le 90^e anniversaire de la Révolution russe, avec pour objectif déclaré de « mettre en évidence l'apport d'Ernesto "Che" Guevara au socialisme du XXI^e siècle ». Besancenot et Löwy y pré-

sentent très explicitement leur démarche comme une tentative d'adapter le « socialisme » sous l'influence du climat politique réactionnaire de la « mort du communisme » produit par l'écroulement du stalinisme et la victoire de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est puis en URSS en 1989-1991 :



« En tombant en 1989, le mur de Berlin a marqué le début d'une nouvelle ère. Loin de se solder par l'avènement d'un socialisme à visage humain, le renversement tant attendu [sic] de l'URSS et de ses "pays frères" a finalement abouti à l'établissement d'un capitalisme sauvage. [...] Depuis 1990, le capitalisme, célébré par les apôtres de la pensée unique, est présenté comme l'horizon indépassable de l'humanité et le seuil ultime de l'Histoire. Tous les courants politiques osant le braver ont été suspectés de "totalitarisme" en puissance, même s'ils avaient dénoncé, bien avant les idéologues du néolibéralisme, les ravages totalitaires du stalinisme. Ils ont ainsi été condamnés à porter, comme un fardeau éternel, le terrible bilan d'un

système dictatorial et meurtrier qu'ils avaient pourtant âprement combattu au prix de tant de sacrifices et de vies broyées dans les purges et les goulags. »

La LCR n'a pas fait que « tant attendre » le renversement de l'URSS, elle y a contribué avec son soutien aux forces de la contre-révolution. Et, au début de l'année, Besancenot a demandé des « élections libres » à Cuba, un appel à la contre-révolution dans le pays d'adoption du Che (voir notre article sur Cuba dans ce numéro, notamment page ci-contre). Avec notre défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés, nous étions et sommes de l'autre côté de la barricade.

Plus loin, Besancenot et Löwy continuent en recyclant les mensonges du *Livre noir du communisme* qui disait que le communisme, c'était 80 millions de morts (voir notre réfutation du *Livre noir* parue dans *Spartacist* n° 32, printemps 1998) :

« Le bilan du stalinisme pèse lourd sur l'idée socialiste – il ne se compte pas qu'en millions de morts –, il a discrédité auprès d'une génération tout entière l'idée qu'un autre système que le capitalisme pouvait être mis en place et fonctionner. Pourtant, l'imagination reprend ses droits et renaît progressivement de ses cendres. Dans cette nouvelle ébullition idéologique en quête de solutions égalitaires, démocratiques et antibureaucratiques, la pensée du Che est une source d'inspiration inépuisable. »

Pour transformer le Che en icône du « socialisme du XXI^e siècle », Besancenot et Löwy doivent tout d'abord faire la démonstration qu'il était l'antithèse même d'un stalinien, une sorte d'« antitotalitaire inconscient ». Comme nous l'expliquons dans notre article « Défense de la Révolution cubaine », tout démontre au contraire que, malgré son courage personnel et son indéniable internationalisme subjectif, Guevara est resté jusqu'au bout partisan d'« une version particulièrement idéaliste et volontariste du stalinisme ». Sa vision profondément élitiste du socialisme était aux antipodes du programme trotskyste de démocratie *ouvrière*, où les travailleurs exerceraient le pouvoir à travers leurs propres organes de classe, des conseils ouvriers. Et les actions de

Guevara, notamment la persécution consciente des trotskystes, allaient de pair avec sa vision politique. Quant aux divergences de Guevara avec Moscou, en soi elles ne prouvent rien sur son « trotskysme » ou « antistalinisme », comme le montre par exemple la rupture des staliniens Tito et Mao avec le Kremlin au nom de la « construction du socialisme dans un seul pays », en l'occurrence la Yougoslavie ou la Chine au lieu de l'Union soviétique.

Une « éthique » de collaboration de classes

« Libérer l'humanité de ses chaînes en luttant contre l'aliénation individuelle, en défendant des valeurs éthiques, voilà l'apport original du Che au marxisme. » Cette formule résume assez bien la thèse centrale du livre de Besancenot et Löwy : la pensée du Che permettrait de redonner au « marxisme » sa pleine dimension « humaniste », « éthique », « morale », « antidogmatique » et « individuelle ». Le « marxisme » devient ainsi une sorte d'expérience personnelle, aux antipodes de la lutte de classe collective des travailleurs :

« Pour lui, la compréhension du socialisme ne peut se réaliser qu'à l'échelle personnelle, au plus proche des préoccupations intimes de chaque exploité. La révolution, si elle devient impersonnelle, se coupe de la corde sensible des hommes. Or, en individualisant la politique, le Che espère faire germer dans un maximum de consciences le grain des logiques émancipatrices [...] »

Après plusieurs pages d'exaltation lyrique de la dimension « morale » et « éthique » de la pensée du Che, les auteurs se sentent tout de même obligés de préciser que « Distinct de sa version bourgeoise ou religieuse, l'humanisme de Guevara ne prétend pas pouvoir régler l'émancipation des individus en éludant la question des rapports d'oppression, d'exploitation et de la lutte de classe qui travaille en permanence la société », et que par ailleurs « il reconnaît également la centralité de la place qu'occupe la classe ouvrière ». Mais ce qui séduit Besancenot et Löwy dans la « pensée du Che » c'est justement que, loin de se retrouver dans le « marxisme des origines », elle rejette ce qui précisément dès le début a distingué le marxisme authentique des autres courants « socialistes » : son insistance que l'agent déterminant du changement révolutionnaire ne peut être que *la classe ouvrière*, et non « le peuple » ou la masse indifférenciée des déshérités et des opprimés.

Guevara croyait au contraire que la révolution ne serait pas le fait de la classe ouvrière urbaine, qu'il estimait passive, socialement et politiquement corrompue, mais de la paysannerie poussée à la révolte par l'action exemplaire de quelques guérilleros héroïques. Besancenot et Löwy n'ont évidemment aucunement l'intention d'enfiler treillis et sac à dos pour partir allumer des foyers d'insurrection dans les montagnes de Bolivie, du Vercors ou d'ailleurs. Ils cherchent simplement à construire des justifications « théoriques » pour leur pratique politique opportuniste du moment, qui consiste en l'occurrence à construire des fronts populaires, c'est-à-dire des coalitions de collaboration de classes « larges » avec des sociaux-démocrates et autres forces petites-bourgeoises ou bourgeoises, y compris pour gouverner le capitalisme (voir leurs accords avec les Verts et leurs appels à des coalitions « techniques » avec le PS lors des élections municipales il y a six mois).

Avec le « marxisme humaniste » du Che, la classe ouvrière devient simplement un « acteur du changement social » parmi d'autres. Les différents protagonistes du mouvement « altermondialiste » pourront facilement se mettre d'accord autour de l'humanisme du Che à la sauce Besancenot : « Ce n'est pas un hasard si le mouvement [altermondialiste] s'adresse à tous les humains, même s'il privilégie les opprimés et les exploités comme acteurs du changement social. » Le Forum social européen, grand-messe du mouvement altermondialiste, va justement se tenir en Suède en septembre avec une active contribution de la LCR et autres humains... y compris de la bourgeoisie. Les forums sociaux sont en effet financés par divers gouvernements et institutions capitalistes, comme la Fondation Ford liée à la CIA. Le Forum social européen de 2003 à Paris avait été payé en partie par le gouvernement Chirac. Nous nous opposons par principe à ces blocs de collaboration de classes.

Reste toutefois un problème : Guevara était pour la violence révolutionnaire. Heureusement, Besancenot et Löwy sont là pour nous expliquer qu'il n'était pas pour autant « un desperado n'aspirant qu'à mourir les armes à la main » :

« La lutte armée est un moyen, et le meilleur instrument, pour parvenir à transformer la société, *dans les conditions politiques précises dans lesquelles il évolue en Amérique latine à l'époque* [souligné dans l'original]. La lutte armée n'est pas nécessairement la pierre angulaire du combat révolutionnaire. Au contraire, le Che pense qu'il ne faut prendre les armes qu'en dernier recours, une fois que toutes les autres solutions ont été épuisées ».



Der Spiegel



sans crédit

En 1980, Lech Walesa et Solidarnosc ont poussé les ouvriers polonais dans les bras de l'Eglise catholique. Le « Secrétariat unifié » (SU) pabliste disait à l'époque « Solidarité avec Solidarnosc ». A droite : Miguel Rossetto en 2003, membre du SU et ministre dans le gouvernement capitaliste brésilien de Lula, baisant la main du pape de la contre-révolution en Pologne, Karol Wojtyla.

L'Etat capitaliste est constitué de bandes armées ayant un monopole légal de la violence pour préserver l'ordre capitaliste : les flics, les matons, les tribunaux, l'armée. La tâche des marxistes est de préparer la classe ouvrière à la nécessité de renverser l'Etat bourgeois au cours d'une révolution ouvrière, où seront détruites les bandes d'hommes armés de la bourgeoisie et où la classe ouvrière assiera son pouvoir sur ses propres milices armées.

Les guérillistes au contraire ont généralement pour toute perspective de faire pression avec leurs propres armes sur l'appareil d'Etat en place pour négocier un partage du pouvoir capitaliste ; on peut les caractériser comme des « réformistes avec des fusils ». Quant à la LCR, elle multiplie les déclarations de respect pour les armes... *de la bourgeoisie* ! Ainsi, elle réclamait dans son récent programme municipal une « transformation des missions de la police », et elle a protesté contre la fermeture de certains tribunaux (voir par exemple *Rouge* du 22 novembre 2007). *Rouge* vient de publier le 17 juillet une scandaleuse lettre de lecteur prenant la défense des matons contre l'ex-militant d'Action directe Jean-Marc Rouillan, qui a passé plus de vingt ans en prison ! (*Rouge* s'est gardé jusqu'à présent de même faire une « mise au point » à ce propos.) Quant au soutien de la LCR à l'armée française proprement dite, il se fait généralement de façon implicite, sous la forme de complainte que les troupes françaises servent de supplétifs pour les intérêts des impérialistes américains, que ce soit dans les Balkans en 1999, au Liban en 2006 ou encore actuellement en Afghanistan.

Pour en revenir à Besancenot, celui-ci n'hésite pas dans son livre à faire du Che un inspirateur de sa propre perspective de « transition pacifique » vers le socialisme :

« Il n'exclut d'ailleurs pas la possibilité d'une transition pacifique à partir du moment où celle-ci "n'est pas l'obtention d'un pouvoir formel par des élections grâce à des mouvements d'opinion publique sans combat direct", mais elle doit tendre à "l'instauration du pouvoir socialiste, avec tous ses attributs, sans l'utilisation de la lutte armée". [...] »

« Il imagine même "dans des situations spéciales de crise" que "la lutte pacifique puisse être menée par des mouvements de masse" "obligeant les gouvernements à céder le pouvoir" et permettant "aux forces populaires d'occuper le pouvoir". »

Ce conte de fées réformiste où les capitalistes, sous la pression du « mouvement de masse », seraient contraints de céder les commandes de leur appareil d'Etat à des « forces populaires » pour commencer à instaurer un « pouvoir socialiste », est une description un peu lyrique du véritable programme de la LCR : un gouvernement « anticapitaliste » de front populaire avec des gens comme Jean-Luc Mélenchon du PS et des politiciens bourgeois comme Chevènement ou des Verts.

Pourtant le PS reproche encore parfois à la LCR de refuser « par principe » de participer à des gouvernements *bourgeois*. C'est une critique tout à fait injustifiée, et Besancenot et Löwy utilisent la participation de Guevara dans le gouvernement de l'Etat *ouvrier* déformé cubain pour se déclarer dispo-



Pathfinder



Le Bolchévik

La LCI se situe dans l'héritage de James P. Cannon (à gauche) et de la bataille pour défendre le programme trotskyste contre le révisionnisme pabliste. A droite : Ernest Mandel (au micro) et Michel Pablo, les prédécesseurs de Krivine et Besancenot, ont abandonné le trotskysme pour se mettre à la traîne des staliniens et de guérillas petites-bourgeoises.

nibles pour « l'action au sein d'un gouvernement » :

« Quarante ans après 1967, l'expérience du Che demeure un contre-exemple porteur d'espoir, qui met à mal une théorie utilisée trop souvent pour justifier les reniements de la gauche. En effet, elle prouve que l'indépendance revendiquée à l'endroit du pouvoir et l'action au sein d'un gouvernement, révolutionnaire et cubain en l'occurrence, ne sont pas incompatibles. »

Au-delà de la confusion délibérée entre un Etat bourgeois et un Etat ouvrier comme Cuba, même bureaucratiquement déformé (et au gouvernement duquel de ce fait les trotskystes ne participeraient pas puisqu'ils luttent pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne), ce qui ressort de ce galimatias c'est que pour la LCR, participer à des gouvernements capitalistes est conforme à leurs principes. Besancenot met en exergue que le Che avait renoncé aux charges gouvernementales pour proclamer que tout comme lui il ne veut pas être prisonnier du pouvoir et serait prêt à partir si nécessaire. On voit en Italie ce que cela veut dire : les congénères de Besancenot ont soutenu presque jusqu'au bout le gouvernement capitaliste de front populaire de Prodi, dont faisait partie Rifondazione comunista (RC), le parti à l'intérieur duquel ils étaient depuis quinze ans. Les pablistes n'ont aujourd'hui qu'un regret, c'est de ne pas avoir quitté RC un peu plus tôt, ce qui a fait que le discrédit du gouvernement Prodi les a aussi éclaboussés, causant la débâcle électorale de leur nouvelle organisation, Sinistra critica (Gauche critique) lors des législatives d'avril dernier qui ont vu le retour en force de la droite de Berlusconi.

La Ligue communiste internationale, héritière directe de la Revolutionary Tendency qui au début des années 1960 s'est battue contre la capitulation du SWP américain devant la direction de la Révolution cubaine, n'a jamais ménagé ses critiques envers la politique de Castro et de Guevara. Mais nous savons aussi que le Che, jusqu'à son dernier souffle, s'est battu contre l'impérialisme américain, alors qu'il y a bien longtemps que les sociaux-démocrates de la LCR se sont, eux, réconciliés avec « leur propre » impérialisme. Il est tout bonnement obscène, quarante ans après la mort héroïque du Che, de voir que de pareilles gens, qui ne lui arrivent même pas à la cheville, cherchent à se servir de lui pour leurs sordides magouilles de collaboration de classes. ■

Correspondance du CDDS...

Suite de la page 4

nous avons néanmoins proposé au Collectif « Ensemble, sauvons Mumia » de faire du rassemblement du 19 avril une action de front unique, basée sur les mots d'ordre : « Mumia Abu-Jamal est innocent ! Libération immédiate de Mumia ! Abolition de la peine de mort raciste ! » Avant le rassemblement nous avons pris contact avec un certain nombre de militants syndicaux qui ne partageaient ni l'enthousiasme pour la « justice » capitaliste des représentants du Collectif Unitaire, ni notre vision marxiste du monde. Afin de mobiliser ces syndicalistes sans qu'ils se sentent obligés de se plier à notre ligne ni à celle des réformistes du Collectif, nous avons insisté sur la nécessité d'un front unique où chacun pourrait exprimer sa propre vision de la mobilisation pour Mumia ainsi que ses propres conceptions politiques.

Les représentants du Collectif ont catégoriquement refusé nos propositions. Au lieu de cela ils ont diffusé un appel à la manifestation qui était un bloc politique sur la base de la confiance dans les tribunaux bourgeois : cet appel considérait le jugement du 27 mars à l'encontre de Mumia comme un « succès », et demandait un nouveau procès pour Mumia.

Nous avons bien sûr refusé de nous joindre à un tel appel « unitaire ». Nous avons construit notre propre cortège lutte de classe avec les mots d'ordre que nous avons proposés, y ajoutant « Il n'y a pas de justice dans les tribunaux capitalistes ! » et « Mobilisons la puissance du mouvement ouvrier – pour des actions de protestations de masse ! » Bien entendu la Ligue trotskyste, dont le Comité de défense sociale partage les conceptions politiques, avait toute sa place dans ce cortège lutte de classe, y compris notamment avec des panneaux dénonçant la campagne impérialiste pour le « Tibet libre » soutenue par la CIA, l'UMP, le PS et la LCR, et appelant à la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution interne.

Le jour du rassemblement, le Collectif a tout simplement refusé de nous laisser prendre la parole, alors que le tiers environ des manifestants étaient avec notre cortège multiculturel et multiracial. Bien entendu nous ne nous sommes pas tus, et nos mots d'ordre militants ont résonné sur la place de l'Hôtel de Ville. Nous avons aussi défendu contre un provocateur anticommuniste un panneau de la LTF s'opposant à la campagne impérialiste contre la Chine à propos du Tibet, et de même nous avons tenu bon face à quelques staliniens qu'enrageaient les panneaux (« diviseurs » selon eux) du CDDS en défense du militant nationaliste corse Yvan Colonna, victime de la vindicte chauvine de l'Etat français, et en défense des jeunes de banlieue en butte à la terreur raciste quotidienne. A lire ta lettre et la conception du « front unique » qu'elle exprime, nous sommes dubitatifs si à ton avis (comme à d'autres ce jour-là) ces mots d'ordre « diviseurs » sur les nationalistes corses et les jeunes de banlieue avaient leur place dans ce rassemblement ce jour-là ? Est-ce que nous aurions aussi dû censurer ces mots d'ordre pour devenir « présentables » aux yeux du PCF et de la LCR qui eux-mêmes veulent se montrer « présentables » aux yeux de la bourgeoisie ?

Mais venons-en au cœur du sujet : oui, nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine contre toute attaque impérialiste et contre la contre-révolution capitaliste interne. Et il était d'autant plus important d'insister là-dessus que le Collectif Unitaire cherche par tous les moyens à attirer les bonnes grâces des anticommunistes en essayant

de placer la lutte pour Mumia dans le cadre d'une campagne internationale contre la peine de mort, qui vise avant tout la Chine. Le troisième congrès mondial contre la peine de mort qui s'était tenu à Paris en février 2007 (et auquel des gens comme les dirigeants impérialistes Chirac et Angela Merkel, ainsi que le pape, avaient adressé des messages) avait déjà promis de mettre la Chine au centre de leur campagne à l'occasion des Jeux Olympiques de 2008 et de l'exposition universelle de Shanghai de 2010. Dès le 2 avril de cette année, lors du premier rassemblement pour Mumia organisé par le Collectif après la décision du troisième circuit de la cour d'appel fédérale américaine à l'encontre de Mumia, le représentant du Collectif, Jacky Hortaut, avait consacré une partie significative de son discours à la peine de mort... en Chine. On était alors en pleine hystérie pour le « Tibet libre », à quelques jours du passage remarqué de la flamme olympique à Paris.

Nous sommes par principe opposés à l'institution de la peine de mort, dans l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois comme dans les Etats capitalistes. La Chine exécute plus de personnes chaque année que tout le reste du monde pris ensemble. C'est un aspect du caractère bonapartiste du pouvoir politique de la bureaucratie. Il est important de noter qu'après le début de révolution prolétarienne qui avait été écrasé en juin 1989, c'est des ouvriers, pas des étudiants, qui ont été exécutés pour leurs actions contre le pouvoir *politique* de la bureaucratie. Mais nous refusons de mêler notre drapeau aux anticommunistes qui prennent prétexte de la peine de mort en Chine pour alimenter la contre-révolution capitaliste. Le mouvement pour le « Tibet libre » est de notoriété publique une cause chère à la CIA depuis des dizaines d'années pour essayer de dépecer la Chine et y restaurer le capitalisme. Ces mobilisations anticommunistes servent à enchaîner les travailleurs au char de leur propre bourgeoisie et c'est pourquoi il faut s'y opposer.

Nous luttons pour défendre l'Etat ouvrier et les formes de propriété collectivisées sur lesquelles il repose contre les tentatives de l'impérialisme et des capitalistes chinois de renverser cet Etat pour y rétablir l'exploitation capitaliste sans entraves. Nous sommes pour une révolution politique prolétarienne en Chine pour renverser la bureaucratie stalinienne de Pékin, où les ouvriers instaureront un régime basé sur la démocratie ouvrière et l'internationalisme révolutionnaire. Le renversement de la caste bonapartiste stalinienne aura bien sûr de profondes conséquences sociales (y compris l'abolition de l'institution de la peine de mort), mais en soi il restera confiné dans les limites d'une révolution politique, ce ne sera pas une révolution sociale. Le mode de production basé sur la prédominance de la propriété collectivisée ne changera pas. Une prémisses fondamentale d'une telle révolution politique doit être la défense de l'Etat ouvrier. Nous pensons que le rétablissement du capitalisme non seulement amènerait un flot de misère pour les travailleurs de Chine (y compris du Tibet), mais il encouragerait aussi les impérialistes à réprimer les travailleurs dans le monde entier, y compris les prisonniers de la guerre de classe actuels comme Mumia.

En ce qui concerne Jean-Luc Mélenchon, membre du Parti socialiste français, nous n'avons strictement rien à voir avec ses positions concernant la Chine et le Tibet. Ceci dit il se trouve que, dans son article paru dans *l'Humanité* le 12 avril, Mélenchon a à juste titre parlé du « régime moyenâgeux des moines tibétains et de leur roi en exil » et dénoncé « l'extravagante qualité de dieu vivant et le pouvoir politique absolu sur le peuple tibétain » du dalaï-lama. Il rappelle que l'inter-

vention chinoise de 1959 au Tibet « a été une réponse à l'insurrection des moines contre l'abolition du servage et des droits et codes féodaux » qui « donnaient aux maîtres des monastères droit de vie et de mort sur leurs serfs ». Il rappelle que les événements de Lhassa au printemps dernier ont commencé par des pogroms antichinois et que la présence de Robert Ménard (le président de Reporters sans frontières et auteur de spectaculaires provocations anticomunistes contre la tournée internationale de la flamme olympique) dans cette campagne antichinoise « est à elle seule la signature des inspireurs néoconservateurs américains de cette opération ».

Tout cela ne devrait même pas susciter un froncement de sourcil tant ce sont des évidences pour qui refuse de marcher au pas de la campagne impérialiste pour le « Tibet libre ». En réalité voici ce qui anime Mélenchon, et ce qui nous différencie de lui. D'abord, l'engouement pour ce dirigeant clérical bouddhiste pourrait, aux yeux de Mélenchon, mettre en danger le consensus « laïc » en France, c'est-à-dire l'unité raciste contre les jeunes femmes musulmanes voilées à laquelle adhèrent les sarkozystes, Mélenchon et son PS, Lutte ouvrière, ainsi qu'une bonne partie du PCF et de la LCR. Deuxièmement, en rappelant que la Chine est considérée comme « fréquentable pour acheter des centrales nucléaires » (aux Français d'Areva), Mélenchon se faisait dès le 12 avril l'écho des préoccupations d'une partie des capitalistes français qui sont mal positionnés pour pénétrer en Chine par rapport à leurs rivaux plus compétitifs d'Allemagne, du Japon et des USA, et qui voyaient le dommage que la campagne française contre l'Etat ouvrier déformé chinois apporterait à leurs intérêts dans ce pays.

Et troisièmement, d'après Mélenchon, cette campagne va causer « un raidissement du sentiment national de tous les Chinois », autrement dit un ralliement de la population derrière la bureaucratie de Pékin. Ceci retarderait d'autant sa différenciation puis sa fracturation et finalement son effondrement menant à la contre-révolution capitaliste, ce qui est l'objectif du social-démocrate Mélenchon concernant la Chine. Nous nous opposons au nationalisme chinois d'un tout autre point de vue : il fait partie de l'idéologie stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays », avec pour corollaire la coexistence pacifique avec l'impérialisme à l'extérieur, au nom de laquelle la bureaucratie stalinienne chinoise a trahi nombre de luttes révolutionnaires, notamment en Indonésie en 1965. Le nationalisme, soutenu par l'impérialisme, a été une force motrice de la contre-révolution capitaliste il y a quinze-vingt ans, notamment dans les Balkans et dans le Caucase, et en Russie même où les « patriotes », précurseurs de la « coalition rouge-brune », représentaient la montée du nationalisme grand-russe.

La défense de l'Etat ouvrier déformé chinois nécessite un programme basé sur l'internationalisme prolétarien révolutionnaire. Evidemment un tel programme, qui est mis en avant seulement par la Ligue communiste internationale, ne constitue en aucun cas une condition de notre part pour des actions communes pour la libération de Mumia ou pour une multitude d'autres causes ou contre des attaques visant notre classe et que tout le mouvement ouvrier doit combattre. Mais



Joël Robine/AFP

Delanoë, maire PS de Paris, reçoit le dalaï-lama en 2003.

nous contestons aux sociaux-démocrates, quelle que soit leur variété (ex-staliniens partisans du PCF ou autres) le droit de censurer nos mots d'ordre dans l'espoir d'intéresser le maire de Paris Delanoë, grand ami du dalaï-lama, à la cause de Mumia.

On ne fera pas plier les tribunaux en nourrissant l'illusion que les mêmes tribunaux qui ont condamné Mumia et qui refusent depuis 25 ans d'examiner les preuves de son innocence pourraient soudainement lui accorder un nouveau procès qui soit enfin équitable. Le 22 juillet les juges du troisième circuit de la cour d'appel ont une nouvelle fois rejeté une requête des avocats de Mumia. Ils ont refusé cette fois-ci de reconsidérer devant l'ensemble de la cour la décision prise le 27 mars par trois juges du troisième circuit (à deux contre un) ; celle-ci réaffirmait la culpabilité de Mumia et elle signifie pour lui soit la prison à vie sans possibilité de remise de peine, soit le rétablissement de sa condamnation à mort. Ce qu'il faut, c'est lutter pour mobiliser la classe ouvrière et derrière elle tous les opprimés. Les tribunaux ne risquent de plier que face à une mobilisation grandissante dans la rue, avec derrière elle le poids stratégique de la classe ouvrière.

Est-ce que la lutte pour la libération de Mumia irait de l'avant de quelque manière que ce soit si on lui sacrifiait la cause de la libération d'autres opprimés victimes de l'Etat capitaliste, notamment ceux opprimés par l'Etat capitaliste français ? Avancerait-elle d'un seul pas si plus largement on lui sacrifiait celle de la défense d'un Etat ouvrier déformé contre des réactionnaires moyenâgeux qui sont des agents pro-impérialistes de la restauration du capitalisme en Chine ? C'est tout le contraire. Au lieu d'élargir l'esprit des travailleurs en leur donnant une compréhension plus globale de comment fonctionne le système capitaliste d'exploitation et d'oppression, on diviserait et atomiserait davantage la lutte en allant un jour manifester pour Mumia et en séparant sa cause de la lutte plus large pour d'autres opprimés et contre ce système capitaliste dans son ensemble. Pour nous au contraire la lutte pour la libération de Mumia fait partie intégrante de notre perspective révolutionnaire prolétarienne. Dans cette lutte, nous cherchons à faire progresser parmi les travailleurs et les opprimés la compréhension que pour en finir une bonne fois pour toutes non seulement avec la peine de mort raciste, mais avec tout le système d'oppression raciste qui est inhérent au système capitaliste, il est nécessaire de renverser ce système par une révolution socialiste prolétarienne.

Salutations fraternelles,
Myriam Benoît, pour le CDD

Visitez le site web de la LCI
www.lci-fi.org

Géorgie...

Suite de la page 32

région et de mettre en place des régimes proaméricains dociles. Washington exerce une vigoureuse pression sur ses alliés d'Europe de l'Ouest pour qu'ils acceptent la Géorgie (et l'Ukraine) comme membres à part entière de l'OTAN ; et Tbilissi est la seule grande ville au monde qui est reliée à son aéroport international par une autoroute qui porte le nom du président américain George W. Bush ! L'armée de Saakachvili a été mise en place et entraînée par les Etats-Unis et leurs alliés israéliens. Et la Géorgie, avec une population de moins de cinq millions d'habitants, a envoyé en Irak un contingent de 2 000 soldats – le troisième en nombre après les Américains et les Britanniques – qui a été rapatrié par des avions américains après la contre-attaque russe.

Le *New York Times* du 13 août titrait que la Géorgie avait reçu « des messages ambigus des Etats-Unis » concernant ses projets d'invasion de l'Ossétie du Sud. Mais cette affirmation était démentie par une photo publiée dans le même numéro du *New York Times*. On y voyait cinq laquais régionaux des Etats-Unis, en provenance de Pologne, d'Ukraine et des pays baltes, Lettonie, Estonie et Lituanie – longtemps présentées comme les « nations captives » de « l'empire soviétique » par les impérialistes américains – venus à Tbilissi en visite orchestrée pour afficher leur solidarité avec Saakachvili quatre jours après la contre-attaque russe. Le 9 août, *Stars and Stripes*, le journal de l'armée américaine, révélait que des manœuvres militaires de l'OTAN, auxquelles participaient un millier de soldats américains, avaient eu lieu en Géorgie et s'étaient terminées la veille de l'invasion géorgienne. L'armée géorgienne bénéficiait aussi de l'aide de « conseillers » militaires israéliens. L'hebdomadaire satirique *Le Canard Enchaîné*, généralement bien informé, écrivait à ce sujet (20 août) :

« Le rôle des conseillers américains ne s'est peut-être pas limité à apporter une aide technique à l'artillerie géorgienne. A en croire ce qui se dit à l'état-major des armées à Paris, c'est sur la suggestion de ces officiers US que les Géorgiens ont lancé, avant même la progression de leurs troupes, des centaines de missiles sol-sol sur la capitale ossète. »

Aujourd'hui, la Russie capitaliste n'est plus dans la situation de désastre économique où elle était dans les années

ayant fait suite à la contre-révolution capitaliste de 1991-1992 qui avait détruit l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Enrichi par la hausse du prix du pétrole, Poutine a pu reconstruire l'armée russe et être en mesure d'affirmer sa détermination à défier les Etats-Unis en réaffirmant le rôle de grande puissance de la Russie dans la région. Le 26 août, la Russie a officiellement reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, une autre province séparatiste.

En renvoyant de façon humiliante dans les cordes le protégé de Washington à Tbilissi, la Russie a provoqué dans les cercles impérialistes américains un déluge d'imprécations. Bush a déclamé qu'envahir un pays étranger « est inacceptable au XXI^e siècle » – ceci quelques jours avant que les forces d'occupation américaines massacrent quelque 95 civils afghans, dont 50 enfants ! Les Etats-Unis ont ensuite annoncé la conclusion d'un accord, en négociation depuis plusieurs années, pour installer un système de « défense » anti-missile en Pologne, une première dans un pays de l'ex-bloc soviétique, et y déployer les soldats américains qui le mettront en œuvre. Autant pour les affirmations de Washington que ce système de défense anti-missile ne viserait pas la Russie mais l'Iran, qui n'a ni missiles balistiques intercontinentaux ni ogives nucléaires !

La restauration du capitalisme en Union soviétique a pavé la voie à l'émergence d'un « monde à une seule superpuissance », encourageant ainsi les impérialistes américains – qui n'étaient plus menacés par la puissance militaire soviétique – dans leurs aventures militaires extérieures. Les Etats-Unis ont, depuis, installé des bases militaires dans toute l'Asie centrale et dans d'autres pays à la périphérie de la Russie, dans le but d'encercler non seulement la Russie capitaliste, qui reste la deuxième puissance nucléaire du monde, mais aussi la Chine, le plus grand et le plus puissant des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés qui subsistent. Nous appelons à la défense militaire inconditionnelle de la Chine – et des autres Etats ouvriers déformés que sont Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam – contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, et nous exigeons : **Bases militaires US hors d'Europe de l'Est, d'Asie centrale, et du Proche-Orient !**

Le Caucase et l'Asie centrale sont aussi essentiels pour l'accès des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest au pétrole et



AFF

Sarkozy (ici avec le président russe Dmitri Medvedev le 12 août) poursuit les intérêts de l'impérialisme français, avec le plein soutien du PCF chauvin, qui redore ainsi son blason à Sarkozy à quelques jours de la rentrée sociale (ici la déclaration de Jacques Fath, responsable des relations internationales du PCF, dans *l'Humanité* du 27 août).

l'Humanité

cherché à en, pénétré territoire de ération mi- leur qui dé d'une dé s d'Ossétie des forces de cette occupantes gestion de rgie (et de est reposée ne et les

vons aujourd'hui. Il fallait arrêter ça au plus vite. Dans un tel contexte, ou on cesse le feu, ou on joue avec le feu. L'Union européenne, présidée par la France, était la seule à pouvoir agir avec une certaine crédibilité à condition de se distancier de l'administration Bush. Le PCF a appuyé l'exigence du cessez-le-feu et d'une négociation. L'important est de traiter le fond des problèmes, de sortir des politiques de puissance et des logiques de force.

seulem Les ensei sont lourd l'absence d Le Secrét n'avait de prendre? quelques a frin, direc daille d'on listique...

Ra



AFP

23 août : on creuse des tombes au lendemain des frappes aériennes de la coalition dirigée par les Etats-Unis, qui ont tué plus de 90 civils, principalement des femmes et des enfants, dans le village afghan d'Azizabad, dans la province de Herat.

au gaz de la Mer Caspienne et de l'Asie centrale. L'immense pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan, long de près de 2 000 kilomètres, qui est l'un des trois oléoducs construits pour alimenter l'Europe de l'Ouest en évitant le territoire russe, et dont l'approvisionnement pourrait tomber sous le contrôle de la Russie, traverse la Géorgie. Les puissances européennes, et en particulier la France et l'Allemagne, ont leurs propres intérêts à défendre dans la région. Ces deux pays se sont opposés à l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN, et c'est par l'entremise de Nicolas Sarkozy, qui préside actuellement l'Union européenne, que le premier accord de cessez-le-feu entre la Russie et la Géorgie a été signé. Par ailleurs, des « observateurs militaires » européens participent à une force de « maintien de la paix » de l'ONU déployée en Géorgie depuis 1993, le long de la frontière avec l'Abkhazie. **ONU, hors de Géorgie, maintenant !**

En fait Sarkozy cherchait à manoeuvrer pour faire avancer les intérêts indépendants de l'impérialisme français par rapport aux Russes et aux Américains. Nous sommes pour le retrait des chasseurs alpins français qui d'après *le Figaro* du 22 août entraînaient les troupes géorgiennes, et contre toute force impérialiste d'interposition « neutre », OSCE ou autre, que mettent en avant les impérialistes français pour essayer de s'insérer davantage dans la région.

Le Parti démocrate, tout autant le parti de l'impérialisme US

Les deux candidats au poste de commandant en chef impérialiste aux USA, le républicain John McCain et le démocrate Barack Obama, se sont empressés de condamner la Russie. Ils ont tous les deux demandé pour la Géorgie une « procédure accélérée » d'adhésion à l'OTAN. Le sénateur démocrate Joseph Biden s'est ostensiblement rendu en Géorgie quelques jours à peine avant qu'Obama ne le choisisse comme candidat à la vice-présidence. A son retour, il déclarait : « J'ai quitté ce pays convaincu que l'invasion de la Géorgie par la Russie pourrait être un des événements les plus significatifs qui se soient produits en Europe depuis la fin du communisme » (site Internet du *Washington Post*, 18 août). Cette diatribe de Biden s'inscrit dans la continuité du discours prononcé à Berlin le 24 juillet par Obama, au cours duquel il avait présenté la croisade antisoviétique des Etats-Unis

comme un modèle pour réaffirmer les intérêts planétaires de Washington aujourd'hui.

En réalité, l'opposition prudente et partielle d'Obama à la guerre et à l'occupation en Irak, qui enthousiasme tant la gauche réformatrice, vise à restaurer la capacité de l'impérialisme US – affaibli par la politique désastreuse de l'administration Bush en Irak – à étendre sa puissance militaire et diplomatique au niveau mondial. Obama l'a clairement expliqué dans un article intitulé « Renouveler le leadership américain » et publié dans la revue *Foreign Affairs* (juillet-août 2007), où il appelait à « mettre fin de façon responsable » à l'occupation américaine en Irak afin de redéployer et renforcer de façon significative les forces et les opérations militaires américaines aux quatre coins du monde. Obama est à 100 % derrière l'occupation meurtrière de l'Afghanistan, et il demande qu'on y déploie 10 000 soldats américains supplémentaires. Ce n'est pas par hasard que son éminence grise en matière de politique extérieure est un certain Zbigniew Brzezinski, un vétéran de la deuxième guerre froide qui a été une figure clé de l'administration démocrate de Carter au moment où

celle-ci lançait une campagne anticommuniste au nom des « droits de l'homme » contre l'Union soviétique. Un des éléments de cette campagne était le soutien massif aux réactionnaires islamistes en Afghanistan contre l'armée soviétique, qui était intervenue dans ce pays fin 1979 pour défendre le flanc sud de l'URSS en prenant le côté du progrès humain élémentaire.

La bande à Bush suscite une profonde aversion parmi les travailleurs et les minorités raciales et ethniques, aux Etats-Unis et dans le reste du monde ; mais ceci ne doit pas masquer le fait que les démocrates sont tout autant le parti de la guerre impérialiste et du racisme. Nous ne donnons de soutien politique à aucun politicien capitaliste, que ce soit McCain, Obama ou Cynthia McKinney, la candidate des Verts. Nous sommes pour l'indépendance politique complète de la classe ouvrière. Notre objectif est de forger un parti ouvrier révolutionnaire multiracial, qui lutte pour renverser le système capitaliste par une révolution ouvrière, et pour instaurer un gouvernement ouvrier. **Retrait immédiat de toutes les troupes US d'Irak et d'Afghanistan !**

Quant à l'impérialisme français, c'est son gouvernement PS-PCF-Verts-chevènementistes qui a envoyé des troupes en Afghanistan dès 2001 au côté des USA. Il porte ainsi la responsabilité pour tous les crimes commis par les troupes impérialistes là-bas. Sans donner le moindre soutien politique aux réactionnaires islamistes talibans, nous soulignons que tout revers pour les troupes impérialistes, américaines ou françaises (y compris l'embuscade du 18 août au col de Saroubi qui a fait 10 morts et 21 blessés côté français), est objectivement favorable à la lutte des travailleurs et des opprimés dans le monde entier. **Troupes françaises, hors d'Afghanistan !**

Le léninisme et la question nationale

Les médias bourgeois, qui font du battage au sujet des prétentions « démocratiques » de la Géorgie contre les agressions prétendument incessantes d'un « impérialisme russe » éternel, ont multiplié les références historiques au régime géorgien « progressiste » menchévique de 1918-1921. Le *New York Times* (10 août) évoque ainsi « le moment où les armées bolchéviques ont écrasé la première expérience géorgienne, excitante et brève, de gouvernement libéral ». Du point de vue de la révolution prolétarienne, l'intervention

militaire contre la Géorgie menchévique, qui n'était ni « démocratique » ni « indépendante », était absolument juste et nécessaire.

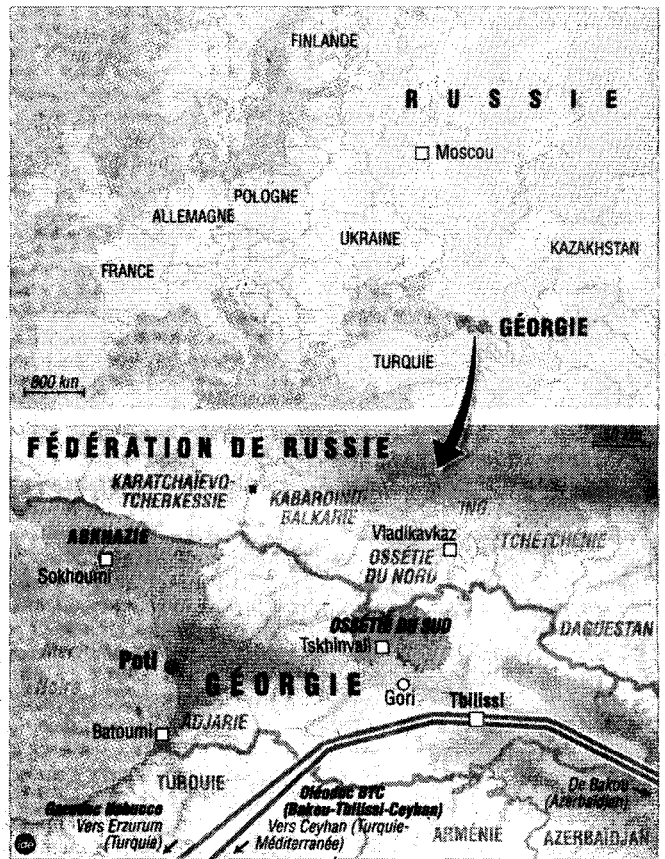
Après la prise du pouvoir par le prolétariat au cours de la révolution d'Octobre 1917, les bolchéviks, sous la conduite de Lénine, avaient immédiatement honoré leur engagement d'accorder le droit à l'autodétermination aux nombreux peuples opprimés dans la prison des peuples tsariste. Le point de départ de la position léniniste sur la question nationale était l'égalité complète de tous les peuples et nations. L'objectif était d'évacuer la question nationale de l'ordre du jour, d'opposer à toutes les variétés de nationalisme bourgeois l'appel à l'unité internationale des travailleurs dans leur lutte de classe.

La Russie révolutionnaire subit une guerre civile de trois ans face aux contre-révolutionnaires « blancs » réactionnaires soutenus par les impérialistes et à l'intervention militaire impérialiste directe de 14 armées capitalistes. Les pays – comme la Géorgie, la Pologne, la Finlande et les pays baltes – qui demeurèrent capitalistes après avoir obtenu leur indépendance par rapport à la Russie, devinrent des bastions de la terreur réactionnaire contre la classe ouvrière et des têtes de pont pour les intrigues impérialistes contre l'Etat soviétique.

Dans sa brochure *Entre l'impérialisme et la révolution*, le dirigeant bolchévique Léon Trotsky avait dénoncé, en reprenant mot pour mot les déclarations des menchéviks, le mythe d'une Géorgie « démocratique » et « indépendante » colporté à l'époque par les impérialistes et leurs hommes de main sociaux-démocrates, et que nous resservent aujourd'hui les médias bourgeois. En décembre 1918, le menchévik géorgien Topouridzé déclarait aux impérialistes Alliés : « J'estime que, par tous les moyens et de toutes les forces dont elle dispose, notre république aidera les puissances de l'Entente dans leur lutte contre les bolchéviks. » Trotsky mentionnait comme autre exemple la répression brutale d'un soulèvement paysan en Ossétie, citant le dirigeant menchévique Valiko Djoughéli qui se réjouissait de ce massacre : « De tous côtés, autour de nous, brûlent les villages ossètes. [...] nous serons cruels. Oui, nous le serons. » Djoughéli se rappelait qu'un autre menchévik lui avait dit : « Je commence à comprendre Néron et le grand incendie de Rome », après avoir jeté « un coup d'œil circulaire sur ces flammes éclatantes ».

Quand les menchéviks, qui s'étaient opposés à la révolution prolétarienne en Russie, prirent le pouvoir en Géorgie au début de 1918, ils contraignirent les communistes géorgiens à la clandestinité. La Géorgie « indépendante » invita immédiatement l'armée impérialiste allemande, puis, après la défaite de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale, donna les rênes aux impérialistes britanniques. Opérant de concert avec les nationalistes arméniens et géorgiens, les impérialistes britanniques organisèrent le renversement du soviet de Bakou de 1918 – qui reposait sur les ouvriers du pétrole azéris, arméniens, géorgiens et russes –, le centre du pouvoir bolchévique dans le Caucase. Les 26 dirigeants bolchéviques du soviet furent plus tard capturés et exécutés, en septembre 1918, sur l'ordre des Britanniques. Trotsky dédia sa brochure à ces communistes héroïques, ainsi qu'aux centaines et aux milliers d'autres, victimes des persécutions et des massacres perpétrés par le pouvoir géorgien et les autres régimes bourgeois du Caucase.

En février 1921, alors qu'un soulèvement dirigé par des communistes avait éclaté en Géorgie, l'Armée rouge pénétra finalement dans le pays et chassa le gouvernement menchévique soutenu par les impérialistes, instaurant ainsi le pouvoir



des travailleurs et apportant une authentique libération nationale. Comme l'expliquait Trotsky dans sa brochure :

« Non seulement nous reconnaissons, mais nous soutenons de toutes nos forces le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes là où il est dirigé contre les Etats féodaux, capitalistes, impérialistes. Mais, là où la fiction de l'autonomie nationale se transforme entre les mains de la bourgeoisie en une arme dirigée contre la révolution du prolétariat, nous n'avons aucune raison de nous comporter à son égard autrement qu'envers tous les autres principes de la démocratie transformés en leur contraire par le Capital. »

Pour les marxistes, le droit à l'autodétermination nationale n'est pas un principe absolu. Dans le cas de la Géorgie de 1921, il était subordonné à la défense de la révolution prolétarienne. De même, quand la Première Guerre mondiale éclata, en 1914, la question des droits des petites nations occupées par l'une ou l'autre des puissances impérialistes était subordonnée au principe du défaitisme révolutionnaire contre tous les belligérants impérialistes. C'est ainsi que les révolutionnaires sociaux-démocrates serbes eurent raison de refuser d'appeler à l'autodétermination de la Serbie après que le pays eut été envahi par l'empire austro-hongrois.

Un exemple plus récent est la guerre menée sous la conduite des Etats-Unis contre la Serbie en 1999 par l'administration démocrate de Clinton (avec la participation de troupes françaises envoyées par le gouvernement de front populaire Jospin-PCF), sous prétexte d'arrêter la « purification ethnique » au Kosovo. Une grande partie de la gauche réformatrice, au niveau international, s'est mobilisée, derrière l'impérialisme des « droits de l'homme », pour le « pauvre petit Kosovo », et certains ont même soutenu l'intervention impérialiste directe. Nous avons historiquement défendu le droit à l'autodétermination des Albanais du Kosovo, y compris leur droit à constituer leur propre Etat ou à intégrer une

« grande Albanie ». Mais pendant la préparation de la guerre des USA et de l'OTAN, et pendant cette guerre, cette question était devenue subordonnée à notre position de défensisme révolutionnaire : défense militaire de la Serbie, sans aucun soutien politique au régime revanchiste de Belgrade. C'était encore le cas quand les forces de l'OTAN ont supplanté l'armée serbe comme pouvoir d'Etat de fait au Kosovo, après la guerre de 1999. Comme nous l'écrivions dans l'article « L'imbroglio balkanique » (*Workers Vanguard* n° 755, 30 mars 2001) : « Le Kosovo étant maintenant un protectorat de l'OTAN, il ne peut pas y avoir de lutte indépendante pour les droits nationaux des Albanais de souche, ni pour aucune autre minorité nationale dans la région, qui ne cherche d'abord et avant tout à chasser les "soldats de la paix" impérialistes. »

La « déclaration d'indépendance » bidon du Kosovo vis-à-vis de la Serbie, en février dernier, était essentiellement une provocation diplomatique contre la Serbie et la Russie – qui a ainsi pavé la voie au conflit en Géorgie – et une incitation supplémentaire à s'en prendre à la minorité serbe menacée au Kosovo.

Nous défendons les droits nationaux des Serbes dans le nord du Kosovo, et nous nous opposons à ce qu'ils soient rattachés de force à un Etat kosovar albanais. En tant que marxistes, nous nous opposons au poison du nationalisme, et nous luttons pour l'unité de classe des travailleurs de tous les Balkans pour renverser tous les régimes capitalistes sanglants de la région. Nous disons : **A bas l'occupation impérialiste du Kosovo ! Retrait immédiat de tous les soldats des USA et de l'OTAN des Balkans ! Pour une fédération socialiste des Balkans !**

L'impact de la contre-révolution capitaliste

Tout particulièrement dans des régions où les nations sont fortement interpénétrées, comme le Caucase et les Balkans, il ne peut y avoir de solution juste, et équitable aux aspirations nationales conflictuelles de multiples peuples que sous un régime prolétarien. Les bolchéviks, afin de faire une place à une multitude de peuples ayant atteint des niveaux différents de consolidation nationale, avaient établi toute une gamme de républiques soviétiques, républiques socialistes soviétiques autonomes pour les nationalités, oblasts autonomes et okrougs nationaux pour différentes tribus. En Géorgie, les Abkhazes et les Ossètes avaient des régions autonomes, de même que d'autres peuples auparavant opprimés comme les Tchétchènes, les Tatars et les Bachkirs dans l'Oural.

Beaucoup des mesures politiques bolchéviques furent abrogées avec le développement de la bureaucratie stalinienne nationaliste, arrivée au pouvoir avec la contre-révolution politique qui commença en 1924. Le dogme du « socialisme dans un seul pays », proclamé ensuite par Staline en 1924, devait, dans les décennies suivantes, devenir synonyme de trahison d'innombrables occasions révolutionnaires dans le reste du monde tout en favorisant une recrudescence du chauvinisme russe en Union soviétique. Néanmoins,

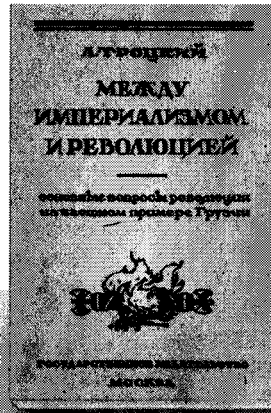


Tableau représentant l'exécution de 26 commissaires communistes par des contre-révolutionnaires soutenus par les Britanniques, lors de la répression sanglante contre le soviétique de Bakou de 1918. La brochure de Trotsky *Entre l'impérialisme et la révolution* montrait comment les impérialistes et leurs laquais menchéviques s'efforçaient d'écraser le jeune Etat ouvrier soviétique.

Tableau de I. I. Brodsky



l'économie collectivisée de l'Etat ouvrier multinational soviétique avait jeté les bases d'une solution équitable des conflits nationaux et d'un immense bond en avant en termes de progrès social. Ceci se reflétait dans le niveau élevé de scolarisation et de développement culturel, l'amélioration de la condition des femmes et la pratique répandue des mariages interethniques. En outre, l'Etat soviétique appliquait des politiques visant à développer les régions les plus arriérées de l'URSS. La Géorgie est un bon exemple. Un article de Göran Therborn publié dans la *New Left Review* (juillet-août 2007) et intitulé « Triptyque transcaucasien » notait que dans les décennies qui suivirent 1921 :

« Le développement industriel soviétique – usines, routes, voies ferrées, écoles, hôpitaux, institutions scientifiques – devait transformer le paysage socio-économique du Caucase ; et Tbilissi, en pleine modernisation, devenait le centre industriel, administratif et culturel du Sud-Caucase dans son ensemble [...]. »

« Ayant été l'un des premiers bénéficiaires du système soviétique, la Géorgie a été l'un des principaux perdants dans l'éclatement de l'URSS. »

Des décennies de mauvaise gestion, de mensonges et de bureaucratisme stalinien ont préparé le terrain à l'éclatement contre-révolutionnaire de l'URSS en 1991-1992. Les impérialistes ont encouragé le développement de mouvements nationalistes bourgeois, particulièrement dans les républiques non russes plus prospères des pays baltes et dans les Etats du bloc soviétique comme la Pologne, et les ont utilisés comme fer de lance de la contre-révolution. La restauration du capitalisme en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique a conduit à une paupérisation sans précédent des masses laborieuses dans ces pays, et elle a exacerbé les haines intercommunautaires. La destruction finale de la révolution d'Octobre a été une défaite historique pour les travailleurs et les opprimés du monde entier.

Jusqu'au bout, la LCI a été fidèle à son devoir trotskyste de défendre les acquis de la révolution d'Octobre. Nous avons salué l'intervention militaire soviétique en Afghanistan contre les insurgés islamistes soutenus par la CIA. Quand les impérialistes ont financé le « syndicat » clérical-nationaliste Solidarnosc en Pologne pour en faire le fer de lance de la restauration du capitalisme dans le bloc soviétique, au début des années 1980, nous avons appelé à « stopper la contre-révolution de Solidarnosc ». En Russie, quand Boris Eltsine, main dans la main avec la Maison Blanche de Bush senior, déclencha un coup d'Etat pro-impérialiste en août 1991, la LCI répondit en diffusant l'appel : « Ouvriers soviétiques : Repoussez la contre-révolution de Bush-Eltsine ! » (*le Bolchévik* n° 113, septembre 1991). Nous avons exhorté le prolétariat multinational soviétique à revenir à la voie internationaliste de Lénine et Trotsky, et à forger un parti bolchévique authentique dans le but de diriger le combat pour une révolution politique prolétarienne et écraser les forces de la contre-révolution capitaliste. Notre déclaration, traduite en russe, a été diffusée à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires dans toute l'Union soviétique.

La LCR et autres groupes d'« extrême gauche » ont au contraire, de façon criminelle, activement soutenu les menées des impérialistes pour détruire la patrie de la révolution d'Octobre. En Pologne, la LCR, tout comme LO, s'était faite le champion de Solidarnosc que nous, trotskystes, avions dénoncé comme un syndicat-maison de la CIA et du Vatican. La LCR et LO se sont jointes aux impérialistes pour dénoncer l'Union soviétique après l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan. La LCR a par la suite applaudi la contre-révolution capitaliste en Union soviétique même, et soutenu Boris Eltsine et sa racaille réactionnaire.

Les réactions au conflit en Géorgie d'une grande partie de la gauche réformiste, au niveau international, vont d'une vague neutralité pacifiste – assaisonnée, dans le cas de l'International Socialist Organization (ISO), d'un blabla digne de la guerre froide sur les « nations captives » à propos de la « prison stalinienne des nations », (*Socialistworker.org*, 12 août) – jusqu'à des inclinations prorusses. Un exemple de cette dernière sensibilité est donné par le Workers World Party (WWP), qui s'est toujours distingué par sa propension à présenter divers régimes staliniens et néocoloniaux nationalistes bourgeois comme « anti-impérialistes ». En fait, les poses « anti-impérialistes » du WWP sont toujours allées de pair avec sa tendance à se mettre à la remorque de politiciens

capitalistes « progressistes » (autrement dit démocrates) aux Etats-Unis. Le WWP rejette la ligne de classe au profit du « moindre mal » capitaliste.

Ce que soutenir la Russie de Poutine signifie sur le terrain, on peut le constater avec la position grotesque des partisans russes du Comité pour une Internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe (dont fait partie la Gauche révolutionnaire en France). Depuis la contre-révolution, ces réformistes se sont alignés avec les forces chauvines les plus rétrogrades de Russie, dont les fascistes du Parti national-bolchévique. Tandis que le CIO, comme à son habitude, publiait une déclaration aseptisée pour la consommation internationale (« Le conflit Géorgie/Russie est porteur de désastre pour les travailleurs de la région », 11 août), en Russie le groupe présente la guerre contre la Géorgie comme une guerre juste pour le droit national de la Russie, et appelle à des « milices populaires » pour combattre pour la mère Patrie :

« La réaction des gens ordinaires, qui dans tout le pays s'enrôlent dans des brigades de volontaires, est entièrement claire. S'il y a ceux qui *veulent* venir en aide aux peuples fraternels (et le mouvement de masse des volontaires est précisément inspiré par cela – après tout, les dégénérés qui veulent simplement "faire un carton" ne sont pas si nombreux que ça) alors il serait entièrement logique que ce soient précisément ces gens qui remplacent les conscrits. Mais une milice populaire est dangereuse pour les autorités et le capital, car une milice populaire, de par la force de son instinct prolétarien viscéral, pourrait agir non seulement contre les ennemis de l'extérieur, mais aussi contre ceux de l'intérieur. »

– « Tournez les fusils vers les galonnés ! »,
www.socialism.ru (11 août)

D'après tous les témoignages, de telles « milices populaires » ont effectivement suivi les forces de Poutine en Géorgie, où elles auraient massacré, pillé et brûlé les maisons des Géorgiens de souche. Sans soutenir aucun des camps dans ce conflit, les marxistes défendent le droit de toutes les communautés à se défendre contre la terreur pogromiste.

Au lendemain de la contre-révolution en Union soviétique et dans les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est, tout le vieux fatras de l'avant-Première Guerre mondiale est de retour. Purification ethnique, terreur quotidienne contre les immigrés et les minorités – tout ceci fait partie intégrante du triomphe du « principe national » que les impérialistes ont mis en avant pendant toute la guerre froide comme arme contre l'Union soviétique. C'est seulement quand le principe de classe – c'est-à-dire le programme de la révolution socialiste mondiale – prévaudra sur le « principe national » qu'on pourra mettre fin à la guerre impérialiste, à l'exploitation et à l'oppression.

Le triomphalisme impérialiste de Washington pendant les années qui ont suivi l'écroulement de l'Union soviétique s'est érodé. Avec le déclin de l'économie mondiale, les tensions entre les Etats-Unis et les puissances européennes vont probablement s'accroître. Les impérialistes US se retrouvent dans un borborygme en Irak et, de plus en plus, en Afghanistan. Leurs ambitions dans le Caucase ont été ouvertement contrecarrées par la Russie. Mais une bête impérialiste blessée, avec le plus grand arsenal nucléaire au monde, est une créature extrêmement dangereuse. Ceci souligne à la fois l'urgence et la gravité de la tâche qui incombe aux marxistes : reforgez la Quatrième Internationale de Trotsky, le parti mondial de la révolution socialiste, pour diriger le prolétariat dans la lutte pour balayer la barbarie impérialiste.

– adaptée de Workers Vanguard n° 919, 29 août

Abonnez-vous à

WORKERS VANGUARD

Publication bimensuelle de la
Spartacist League/U.S., section américaine
de la Ligue communiste internationale

22 numéros (1 an) : 15 €

plus *Spartacist* anglais et *Black History and the Class Struggle*

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

185

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10. Chèques à l'ordre de la SEDI.

Bruits de bottes américains contre la Russie

Duel de grandes puissances en Géorgie



AP



Reuters

A gauche : un hôpital détruit par les bombardements géorgiens dans la ville de Tskhinvali, capitale de l'Ossétie du Sud. A droite : le 10 août, entrée des troupes russes en Abkhazie, petite province qui veut se séparer de la Géorgie.

Travailleurs russes, travailleurs géorgiens : l'ennemi principal est dans votre propre pays !

26 août – Dans la nuit du 7 août, le gouvernement géorgien de Mikheïl Saakachvili ordonnait à son armée, équipée et entraînée par les Etats-Unis, d'envahir l'Ossétie du Sud, une

**Bases américaines, hors d'Europe de l'Est, d'Asie centrale et du Proche-Orient !
Troupes françaises, hors de Géorgie, des Balkans, du Liban et d'Afghanistan !**

petite province ethniquement distincte qui avait *de facto* fait sécession d'avec la Géorgie il y a plus de quinze ans pour se placer sous la protection de la Russie. Le lendemain, la Russie contre-attaquait, et ses troupes pénétraient jusque dans le centre de la Géorgie, parvenant à moins de cinquante kilomètres de la capitale Tbilissi ; ce faisant, elle montrait sa détermination à restaurer sa position de puissance dominante dans la région. Les forces russes se sont maintenant retirées le long d'un périmètre de sécurité autour de l'Ossétie du Sud, et ont affirmé leur intention de maintenir une présence permanente dans la province en tant que « forces de maintien de la paix ».

Le conflit entre la Russie et la Géorgie, cette dernière soutenue par les Etats-Unis, n'est que pure politique de rapport de force, et ce des deux côtés. Notre position est par conséquent le défaitisme révolutionnaire : l'intérêt de classe des tra-

vailleurs de Géorgie et de Russie, c'est de lutter pour renverser leurs classes dirigeantes capitalistes respectives par la révolution socialiste. L'ennemi principal est dans son propre pays !

Le conflit en Géorgie n'est absolument pas similaire aux invasions russes en Tchétchénie, en 1994 puis fin 1999, après plusieurs années d'indépendance tchétchène de fait. Dans les deux guerres tchétchènes, les impérialistes n'étaient pas intervenus militairement, et le conflit était centré sur la défense des droits nationaux du peuple tchétchène contre les efforts meurtriers des Russes pour réaffirmer leur domination sur cette province. Nous avons appelé à la défense militaire des forces tchétchènes et à défendre l'indépendance de la Tchétchénie. Nous nous étions prononcés sans hésitation pour la défaite de l'invasion russe en Tchétchénie (voir « Indépendance de la Tchétchénie ! Retrait immédiat des troupes russes ! », *Workers Vanguard* n° 840, 21 janvier 2005).

La situation actuelle du gouvernement géorgien vis-à-vis de la Russie de Vladimir Poutine est très différente. Saakachvili a été formé à son rôle de fantoche de l'impérialisme US au moins depuis 1999, quand il a participé à un « programme de formation au leadership » du Département d'Etat à Washington. Il est arrivé au pouvoir en 2004 au cours de l'une des « révolutions » de couleur que les Etats-Unis ont financées et organisées afin de contrer l'influence russe dans la

Suite page 27